

Le Panorama de presse quotidien

Nord Pas de Calais - Picardie



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

6 juin 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille

Région
Hauts-de-France
Nord Pas de Calais - Picardie

SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(14 articles)



lundi 6 juin 2016

Code du travail : adapté ou dépassé? (512 mots)

En pleines tensions sociales, la chose aura un parfum spécial. Et plus encore un 9 juin, journée d'appel à la mobilisation ...

Page 10



lundi 6 juin 2016

Lienemann face au n°2 du Medef (243 mots)

Ce sera le temps fort du colloque. La sénatrice de Paris, Marie-Noëlle Lienemann (PS) débattrà avec le numéro 2 du Medef, G...

Page 11



lundi 6 juin 2016

« On n'a pas tout essayé contre le chômage »(180 mots)

Les participants au colloque risquent d'entendre cette phrase chère au président de la région Hauts-de-France. En début d'a...

Page 12



lundi 6 juin 2016

Arrageois : première pierre pour LFB demain avec François Hollande (230 mots)

PAR MARCO VERRIEST arras@lavoixdunord.fr SAINT-LAURENT- blangy. La bonne nouvelle économique liée à l'arrivée du laboratoire...

Page 13



lundi 6 juin 2016

Des emplois... locaux? (242 mots)

On ne peut qu'applaudir le choix d'Actiparc pour l'implantation de l'usine LFB et de ses 500 emplois annoncés. Même si, du ...

Page 14



lundi 6 juin 2016

Deux partenaires en lice pour la reprise de l'aciérie de Vallourec (270 mots)

PAR VÉRONIQUE BERTIN vbertain@lavoixdunord.fr SAINT-SAULVE. «Pour l'aciérie, notre objectif est d'avoir le meilleur repreneu...

Page 15



lundi 6 juin 2016

Les salariés de Mondelez ont du mal à souffler les bougies (519 mots)

Un site web a été créé pour l'occasion (lu170ans.fr) : il célèbre cet anniversaire de la marque Lu. Une marque absorbée par ...

Page 16



lundi 6 juin 2016

Un groupe dans les mains d'investisseurs activistes (114 mots)

Un article du quotidien économique Les Échos, publié le 25 mai sur le web, apportait un éclairage supplémentaire sur Mondel...

Page 17

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Dopée par une vente privée, la production repart chez

Simmons (379 mots)

PAR VÉRONIQUE BERTIN vbertain@lavoixdunord.fr SAINT-AMAND-LES-EAUX. Un ministre et un député-maire chaudement applaudis par ...

Page 18

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Avec ses plaquettes de bois, il chauffe des pans entiers de ville

(478 mots)

PAR HERVÉ VAUGHAN saintomer@lavoixdunord.fr SENINGHEM. 1Le parcours de l'entrepreneur Paradoxalement, la réussite d'Alexand...

Page 19

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Les perspectives de développement (268 mots)

« Le chiffre d'affaires de l'entreprise Alexandre Fichaux, qui emploie cinq salariés, stagne à 900000€ », indique le jeune pa...

Page 20

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Premières années (sportives) de Decathlon, un pionnier

raconte (401 mots)

PAR VALÉRIE SAUVAGE economie@lavoixdunord.fr VILLENEUVE-D'ASCQ. Les trois mousquetaires étaient sept. Six hommes autour de ...

Page 21

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

L'envol de la table de ping-pong (275 mots)

Dans les rayons de Decathlon, il est « Gégé ». Connu comme le loup blanc. Gérard Allenet est le doyen des salariés de l'ensei...

Page 22

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Pourquoi pas Sportland ? (308 mots)

Quarante bougies, cinq questions pour mieux connaître l'enseigne aux 1000 magasins. -Pourquoi Decathlon ? Pendant les nombre...

Page 23

VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(3 articles)

Le Parisien

lundi 6 juin 2016

Xavier Bertrand veut aider les sinistrés (105 mots)

Xavier Bertrand, le président (LR) du conseil régional, a écrit aux maires des communes concernées par les inondations. Il leur dit être prêt à d...

Page 25

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Nouvelle étape pour le learning center dédié au textile (481 mots)

geoffroy de saint gilles tourcoing@nordeclair.fr Tourcoing. Une réunion est prévue dans une dizaine de jours pour lancer l'...

Page 26

Courrier picard

lundi 6 juin 2016

L'élue régionale promeut les fonds européens à Industrilab

(362 mots)

La première vice-présidente des Hauts-de-France, Valérie Létard, a découvert jeudi 2 juin en matinée Industrilab, à Méaulte...

Page 27

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(4 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Le propriétaire de Dennlys Parc ne croit pas au projet Heroic

Land (485 mots)

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER PECQUEUX calais@lavoixdunord.fr CALAIS.
-Que pensez-vous du projet de parc d'attractions Hero...

Page 29

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Maire et patron du parc d'attractions (104 mots)

Christian Crunelle est le propriétaire à Dennebrœucq du parc d'attractions Dennlys Parc, racheté par ses parents en 1983. U...

Page 30

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Comprendre le projet Heroic Land en trois points (292 mots)

1. Quel type de parc ? Ce parc, bâti autour des thèmes du manga, de la science-fiction et de l'heroic fant...

Page 31

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Dernière réunion de concertation, ce soir (173 mots)

Le député PS Yann Capet, avec une dizaine d'autres parlementaires, avait saisi la CNDP (commission nationale du débat publi...

Page 32

VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(2 articles)

**L' AISNE
NOUVELLE**

lundi 6 juin 2016

Ils modernisent leur habitation pour faire des économies

(779 mots)

Ce jeudi après-midi, un bruit inhabituel s'échappe d'une impasse du Faubourg d'Isle. Perché sur une échelle, un artisan ten...

Page 34

**L' AISNE
NOUVELLE**

lundi 6 juin 2016

La nature des travaux subventionnés (335 mots)

L'OPAH-RU (Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Renouvellement urbain) s'inscrit dans le cadre du projet de r...

Page 35

VP6 - APPRENTISSAGE

(1 article)

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Au CFA, des apprentis ont planché sur l'agroécologie (217 mots)

Sains-du-Nord. Durant une semaine, quinze apprentis BTS du CFA de Sains-du-Nord et 10 apprentis BTS de la Maison familiale ...

Page 37

VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Une manifestation contre le projet d'extension d'élevage porcin (230 mots)

par Nathalie Labreigne douai@lavoixdunord.fr RAIMBEAUCOURT. « Non à la porcherie industrielle ! » Un slogan repris par la soix...

Page 39

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

« Trop de mensonges » (195 mots)

Il a regardé avec une certaine résignation le défilé des manifestants, à quelques dizaines de mètres de son hangar. Tandis ...

Page 40

VP8 - CULTURE

(5 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

En Tandem, L'Hippodrome et le Théâtre d'Arras pédalent plus vite (447 mots)

PAR FRANÇOISE TOURBE ftourbe@lavoixdunord.fr DOUAI-ARRAS. « Tandem, c'est idem... » chantait Vanessa Paradis. Eh bien non.....

Page 42

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Coup de projecteur sur 2016-2017 (203 mots)

En avant-première pour ceux qui ont pris la peine de venir à l'assemblée générale, Gilbert Langlois a levé un coin du rideau...

Page 43

L'union

lundi 6 juin 2016

Les télé locales planchent sur leur avenir à Saint-Quentin (114 mots)

Les télé locales planchent sur leur avenir à Saint-Quentin Les assises de la télévision locale se tiennent aujourd'hui et ...

Page 44

L'AISNE NOUVELLE

lundi 6 juin 2016

Wéo, une nouvelle chaîne à venir (281 mots)

C'est la petite « révolution » des télévisions locales à l'échelle de la région qui s'annonce. Le CSA a donné son feu vert la...

Page 45

L'union

lundi 6 juin 2016

Le musée de la Résistance fête ses trente ans (411 mots)

En juin 1986, à l'initiative d'Étienne Dromas, le musée de la Résistance et de la Déportation de Picardie naît. Trente ans ...

Page 46

VP11 - LYCÉES

(5 articles)

L'union

lundi 6 juin 2016

Les lycéens professionnels sont-ils victimes de la fusion ?

(616 mots)

Page 48

La fusion, oui, l'harmonisation, pas encore. Alors que le conseil régional des Hauts-de-France s'efforce depuis cinq mois à...

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Entre Beaupré, Jules-Ferry et Kaohsiung, une amitié « Made in Taïwan »(404 mots)

Page 49

Haubourdin. Le collège-Jules Ferry, où débute le cycle d'enseignement du mandarin, et qui recevait cette année ses correspo...

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Qui sera le meilleur lycéen de France en maintenance automobile ? (385 mots)

Page 50

PAR ODETTE LAVALLEZ lammersart@lavoixdunord.fr Marcq-en-Barœul/FOURMIES. Pascale Costa, inspectrice générale de l'Éducation...

Le Parisien

lundi 6 juin 2016

Grâce à eux, la Révolution française devient un jeu (338 mots)

Page 51

ILS Y ONT MIS du talent et du cœur. Avec une cohésion de groupe qui ne fait aucun doute. Une classe de seconde du lycée Paul-Langevi...

L'union

lundi 6 juin 2016

Prêt pour l'entreprise (294 mots)

Page 52

Les ceintures du comportement sont un outil de mesure du savoir-être et du comportement des stagiaires pour les entreprises...

VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(4 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Le grand projet de l'écoquartier du Raquet à l'épreuve de la réalité (452 mots)

Page 54

PAR FRANÇOISE TOURBE ftourbe@lvoixdunord.fr SIN-LE-NOBLE. C'est Vincent Campisano qui a mis les pieds dans le plat lors de ...

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

F. Chéreau : « Partir de la ville existante »(311 mots)

Page 55

La ville de Douai est moins concernée que celle de Sin-le-Noble puis qu'elle n'accueillera à terme qu'un tiers environ de l...

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

L'avenue De-Gaulle termine sa mue ; du changement en perspective (513 mots)

Page 56

PAR VÉRONIQUE BERTIN vbertain@lavoixdunord.fr SAINT-SAULVE. Avenue De-Gaulle, les travaux se sont transportés de l'autre côté...

Des partenariats efficaces (266 mots)

Le SIAV, le Syndicat intercommunal pour l'assainissement dans le Valenciennois, est le maître d'ouvrage sur ce chantier. Le...

Page 57

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(2 articles)

Le centre aquatique rouvrira bien le 1er juillet (485 mots)

Alors que les travaux de la piscine touchent à leur fin, la société gérante de l'équipement va profiter du mois de juin pou...

Page 59

Propriétaire, exploitant : qui fait quoi ? (97 mots)

La Communauté de Communes du Val de Somme est propriétaire de la piscine. C'est à ce titre qu'elle a engagé et financé les ...

Page 60

CARNET

(4 articles)

Hassane Sadok, nouveau capitaine à la barre de l'université du littoral (411 mots)

PAR BENJAMIN CORMIER dunkerque@lavoixdunord.fr DUNKERQUE. Vous prenez le relais de Roger Durand à la présidence. Quels chan...

Page 62

« Il faut sauver les bourses de thèses ! »(213 mots)

Hassane Sadok lance ce qu'il appelle «un cri d'alarme. Il faut à tout prix que le pôle métropolitain de la Côte d'Opale (PM...

Page 63

Hélène Luisin quitte le Musée (685 mots)

Dans tous les agendas téléphoniques, Hélène Luisin est « Hélène Musée ». Comme si l'établissement tout entier reposait sur se...

Page 64

Et la relève ? (207 mots)

« Félicitations pour l'organisation de cette cérémonie. » Les compliments de la fille d'Étienne Dromas, président fondateur d...

Page 65

POLITIQUE RÉGIONALE

(3 articles)

L' AISNE
NOUVELLE

lundi 6 juin 2016

Une arme pour protéger Xavier Bertrand (322 mots)

S'agissant d'une collectivité, c'est une dépense pour le moins inhabituelle ; le conseil régional aurait récemment fait l'ac...

Page 67

LE FIGARO

lundi 6 juin 2016

« M. Hollande, rendez justice aux régions ! »(940 mots)

TRIBUNE SIGNÉE PAR : - Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France
...

Page 68

LA VOIX DU NORD

lundi 6 juin 2016

Le tandem Bocquillet-Damart loupe le grand chelem à cause de Dainville (419 mots)

PAR BENJAMIN DUBRULLE et JULIEN LECHEVESTRIER arras@lavoixdunord.fr
arras 1. « Au moins, c'est clair et net. » Quand elle pén...

Page 70

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

Code du travail : adapté ou dépassé ?

En pleines tensions sociales, la chose aura un parfum spécial. Et plus encore un 9 juin, journée d'appel à la mobilisation contre la loi El Khomri. Amiens accueille ce jour-là - hasard du calendrier - un colloque intitulé « Demain le code du travail ». Il réunit à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Picardie des intervenants d'envergure nationale, tel Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Medef. Ou la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann. Mais aussi des représentants de la CFDT et de FO. Sollicitée, la CGT sera absente. Autre invité de marque : le président des Hauts-de-France et ancien ministre du Travail, Xavier Bertrand.

« La loi travail nous a rattrapés »

Uniquement sur invitation, ce rendez-vous est organisé par le cabinet d'audit et de formation, Armoni RH. Au programme, exposés, débats, tables rondes et discours. Le moment se veut prospectif, loin des passions.

Impossible cependant de le déconnecter de l'actualité. Ce que reconnaît l'avocat Pascal Pouillot, cofondateur d'Armoni RH. « Cette idée est née il y a un an. Et puis la loi travail nous a rattrapés. Nous proposons un débat où toutes les idées pourront s'exprimer. Sans dogmatisme. » « Le but est de savoir ce qu'on fait pour améliorer la création d'emplois », poursuit Pascal Pouillot.

Les visions s'opposent sur la loi El Khomri

En filigrane, la conviction qu'en l'état, le Code du travail est un frein à l'économie : trop lourd, trop complexe. Notamment pour les dirigeants de TPE (très petites entreprises, de moins de 10 salariés) et de PME (petites et moyennes entreprise, de 10 à 499 salariés). « Ce sont eux les principaux pourvoyeurs d'emplois. Or, en cas de conflit salarial, une erreur de procédure peut coûter cher. Et fragiliser une entreprise. » Ces propos appellent à une loi. Mais pas celle adoptée d'un coup de 49.3.

« Une usine à gaz », estime Pascal Pouillot.

Secrétaire général de la CFDT pour le Nord-Pas-de-Calais, Pascal Catto partage le sentiment d'un droit à adapter « aux réalités vécues par les entreprises et les salariés ». Mais pour lui, le remède est déjà trouvé. « La nouvelle loi travail apporte les bonnes réponses dans un monde en mutation auquel le code du travail n'est plus adapté. » Point de vue opposé chez Didier Porte, secrétaire confédéral de FO. Il se prépare à la contradiction lors des tables rondes sur les négociations collectives et la flexisécurité. Ces différences de tonalités prédisent l'inévitable choc des modèles de société, dans lequel la loi El Khomri s'est embourbée. Mais Pascal Pouillot fait un pari. Au risque de « passer pour un utopiste », il imagine que des idées nouvelles peuvent émerger de cette réunion des contraires. ■



Lienemann face au n°2 du Medef

Ce sera le temps fort du colloque. La sénatrice de Paris, Marie-Noëlle Lienemann (PS) débattrait avec le numéro 2 du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, jeudi à 11 heures. Au centre, cette question : la relance de l'emploi passe-t-elle par la réforme du code du travail ? Non répond la parlementaire. « Je ne pense pas que le cœur de la reprise de la compétitivité soit la remise en cause du droit du travail. Je ne pense pas que la

compétitivité de la France et le plein-emploi trouvent leurs solutions dans la flexisécurité. » Au contraire, Geoffroy Roux de Bézieux considère : « Aujourd'hui, nous sommes dans le règne des petites entreprises qui doivent à tout prix être agiles. Or, avec sa complexité, sa rigidité et son obésité, le code du travail est devenu un frein à l'embauche. Sa rigidité dissuade les chefs d'entreprise d'embaucher. (...) Il faut arrêter la

frénésie normative et législative. » Concernant la loi travail, la sénatrice en redemande le retrait. « C'était trop mal préparé. Et il faut une vraie loi pour sécuriser les salariés. » Le Medef n'entre pas sur ce terrain. En revanche, son représentant en appelle à la fermeté du gouvernement face « aux minorités incontrôlées qui s'attaquent aux entreprises et paralysent leur activité ». ■



« On n'a pas tout essayé contre le chômage »

Les participants au colloque risquent d'entendre cette phrase chère au président de la région Hauts-de-France. En début d'après-midi, Xavier Bertrand interviendra juste avant les tables rondes. Ce sera l'occasion pour lui de redire que « le travail se trouve au cœur du projet et de l'action » de son équipe. Et de rap-

peler les initiatives phares prises depuis le début de son mandat. En l'occurrence, la création de la plateforme Proch'emploi destinée à rapprocher demandeurs d'emploi et entreprises. Ainsi que le tout récent Plan apprentissage dont l'ambition est de passer de 33000 à 50000 jeunes apprentis d'ici cinq ans à travers le

Nord, le Pas-de-Calais et la Picardie. Un des leviers de cette mesure est le triplement de la prime à l'apprentissage accordée à l'employeur l'année de l'embauche. Les aides aux TPE-PME et l'aide au transport complètent l'éventail des nouveaux dispositifs régionaux. ■



Arrageois : première pierre pour LFB demain avec François Hollande

PAR MARCO VERRIEST
arras@lavoixdunord.fr SAINT-
LAURENT- blangy. La bonne nou-
velle économique liée à l'arrivée du
laboratoire LFB et portée en Arra-
geois par la communauté urbaine et
son président Philippe Rapeneau n'a
pas échappé aux sphères élyséennes.
D'autant que ce futur laboratoire
français de fractionnement et des
biotechnologies (LFB) apportera dans
son escarcelle la bagatelle de cinq

cents emplois sur le site d'Actiparc
(sur les communes de Saint-Laurent-
Blangy et de sBailleul-sire-Ber-
thoult). Une zone d'activités déjà
mise sous le feu des projecteurs avec
l'arrivée d'Orchestra et ses sept cent-
semplois. LFB construit une entité
nouvelle génération dénommée
« Usine 2020 » qui, d'ici une dizaine
d'années, devrait permettre de tripler
la capacité de production des médi-
caments dérivés du plasma.

L'investissement sera de l'ordre de
300 millions d'euros. Une belle vi-
trine sur la dynamique d'un territoire
qui n'aurait pas laissé insensible le
président de la République François
Hollande. Il sera présent ce mardi
7juin en tout début de matinée pour
officialiser cette implantation arra-
geoise. Le doute a été levé : la confir-
mation de sa venue a été inscrite à
l'agenda présidentiel samedi. ■



Des emplois... locaux ?

On ne peut qu'applaudir le choix d'Actiparc pour l'implantation de l'usine LFB et de ses 500 emplois annoncés. Même si, du fait de la haute qualification exigée, ces postes ne devraient pas en majorité bénéficier directement à des Arrageois. D'où l'épineuse et sempiternelle question de la formation si les offres d'emploi vont de pair avec l'arrivée de cette entreprise de renommée internationale. L'idée de créer une filière de formation santé locale pour

répondre aux besoins du laboratoire a également été émise. « La création d'une filière dédiée, c'est tout l'enjeu », avait même expliqué le directeur du pôle économique de la CUA, Patrice Joosep. À souligner également qu'il pourrait y avoir des mouvements de postes pour LFB qui a déjà une usine à Lille et dont une partie de la production devrait être transférée. Rien qui ne ternisse pour autant l'effet vitrine de l'arrivée de LFB à Actiparc (non loin d'Orchestra)

avec en finalité des emplois localisés en Arrageois avec toutes les retombées économiques qui en découleront. Philippe Rapeneau l'avait bien identifié...« On espère bien avoir un effet levier sur le territoire. » La CUA va même devoir se pencher rapidement sur la viabilisation d'autres surfaces si la demande venait à s'amplifier. ■



Deux partenaires en lice pour la reprise de l'aciérie de Vallourec

PAR VÉRONIQUE BERTIN
vbertain@lavoixdunord.fr
SAINT-SAULVE. « Pour l'aciérie, notre objectif est d'avoir le meilleur repreneur sur le plan industriel et social, c'est-à-dire de maximiser les reprises d'emploi mais aussi d'avoir un vrai projet industriel pour le site, sa modernisation, ses débouchés et les perspectives offertes à ce site mais aussi aux autres sites de la région. » Dans l'interview qu'il nous a accordé mardi, Emmanuel Macron expliquait aussi que plusieurs repreneurs étaient en lice. Et pas qu'Ascométal qui tient pourtant la corde depuis

plus d'un an. Cette information a été confirmée aux organisations syndicales mercredi par Denis Husson, directeur des affaires sociales de Vallourec.

Le travail de la forge adapté

Après Ascométal, un second partenaire potentiel est entré dans la data room, le lieu de consultation des principaux documents d'information sur une société à vendre. Vallourec espère entrer en négociations exclusives avec l'un des deux partenaires

avant la fin du mois de juillet, avec, selon l'intersyndicale de l'aciérie, « une offre engageante » et qui pérennise le site. Dans le même temps, le travail de la forge a été adapté à la faible charge et ce, aussi afin de permettre aux opérateurs d'avoir moins de jours de chômage partiel. Le nombre de jours travaillés devrait passer de 6 à 7 par mois à 12 à 13 par mois. Cette nouvelle organisation devrait être mise en place d'ici à la fin juin. ■



Les salariés de Mondelez ont du mal à souffler les bougies

Un site web a été créé pour l'occasion (lu170ans.fr) : il célèbre cet anniversaire de la marque Lu. Une marque absorbée par Danone en 2007, avant l'arrivée de Kraft foods, devenue Mondelez. Grâce à la qualité de ses produits bien connus, la marque prestigieuse survit dans un univers agroalimentaire mondialisé. Lu, c'est d'abord une histoire nantaise, mais Mondelez (entre autres les marques Milka, Côte d'or, Poulain, Hollywood), cela concerne Château-Thierry. Le comité central d'entreprise (CCE) de Mondelez en France vient de sortir un communiqué. Les salariés ne partagent pas l'enthousiasme des dirigeants pour cet anniversaire... « L'entreprise se garde bien de présenter le revers de la médaille pour ses salariés. », indique le CCE. Toujours selon cette instance, les salariés sont « désabusés par des réorganisations sans fin, menées à une cadence infernale alors que le groupe Mondelez affiche une santé financière insolente ! » Des chiffres justement, le CCE en avance : un bénéfice net de 3,067

milliards de dollars en 2012 ; et en 2015 un bénéfice net de 7,267 milliards de dollars.

Intégration de Cadbury

Quant aux réorganisations, on citera le rapprochement de Lu et Kraft Foods en 2010, le rachat de Cadbury, la création d'une joint-venture dans le domaine du café entre Douwe-Egberts et Mondelez en 2014, et en 2016, la vente de certaines activités et marques de confiserie au groupe Eurazéo. Autant de mouvements qui ont entraîné, toujours selon les syndicalistes, de fortes suppressions de postes : 170 à l'occasion du rapprochement entre Lu et Kraft Foods, 50 postes lors de l'intégration de Cadbury, puis de nombreux postes en moins dans le secteur du café. On arrive donc en 2016 : « Suite à la vente de certaines activités et marques de confiserie au groupe Eurazéo, un nouveau plan social prévoyant la suppression de plus de 350 postes était annoncé aux représentants du personnel, avec de très lourdes exter-

nalisations de fonctions et impacts sur quasiment tous les sites du groupe en France. » La CGT du site de Château-Thierry, cette fois, souligne que Mondelez a surtout l'ambition de mettre en place une nouvelle organisation du groupe en France, effective le 2 mai 2017, un plan baptisé « Ambition 2020 ». Avec de nombreuses suppressions de postes à la clé. La section de l'usine castelle de ce syndicat précise qu'à la suite de la vente à Eurazéo, plusieurs usines sont concernées par les restructurations, Blois et Strasbourg dans le secteur du chocolat et pour la confiserie : Marcen-Barœul, Saint-Genest (Vienne), Vichy et Toulouse. Elle en conclut : « Ces ventes aussi massives impliquent une réorganisation de différentes activités (commerciales, marketing, opérations logistiques, qualité, ressources humaines, etc). Ces activités se mènent pour une grande part à Clamart ou Blois, mais aussi sur d'autres sites dont Château-Thierry. » Michel Mainnevret ■



Un groupe dans les mains d'investisseurs activistes

Un article du quotidien économique Les Échos, publié le 25 mai sur le web, apportait un éclairage supplémentaire sur Mondelez, et pas très différent de celui émanant du CCE. On pouvait y lire : « La restructuration de la France s'inscrit

dans un mouvement beaucoup plus large qui touche l'ensemble du groupe, mis sous pression par des investisseurs activistes comme Nelson Peltz ou Bill Ackman ». Bien connus et craints à Wall Street et dans le monde des affaires, ces derniers

exigent des groupes une rentabilité élevée, pour cela ils influent facilement sur le management de l'entreprise... Ce qui explique ces restructurations incessantes. ■



Dopée par une vente privée, la production repart chez Simmons

PAR VÉRONIQUE BERTIN
vbertain@lavoixdunord.fr
SAINT-AMAND-LES-EAUX. Un ministre et un député-maire chaudement applaudis par des salariés et héros de selfies avec des salariés. Voilà l'ambiance qui régnait mardi, à l'usine Simmons. Une semaine plus tôt, Perceva a été choisi par le tribunal de commerce pour reprendre le groupe Cauval placé en redressement judiciaire depuis février. Jusque là, à Saint-Amand, l'ambiance était morose. Les salariés vivaient dans l'angoisse. Notamment au pôle administration des ventes où le carnet de commandes avait bien du mal à se remplir. Depuis l'annonce de la reprise, les commandes sont de retour. Les salariés ont retrouvé le sourire. Devant différentes qualités de mate-

las, François Duparc, président de France Bedding groupe (le nouveau nom provisoire donné à la société), explique que la majorité des 185 emplois de l'usine, « l'une des plus belles du groupe », ont pu être sauvés. Le nouveau PDG explique les difficultés qu'a connues l'entreprise par « un manque d'argent et un manque de stratégie » couplé à un « manque de communication pour emmener tout le monde dans le même mouvement ». Les nouveaux patrons, François Duparc, président, et Alain Boussuge, directeur général, se sont fixés des priorités qu'ils ont présentées au ministre : « On va commencer par des choses simples et notamment être capable de livrer les clients. » Le marché du matelas est un marché saisonnier où les ventes s'effectuent

à plein de juin à septembre, « 40% du chiffre d'affaires annuel est réalisé durant cette période ». C'est le moment où les magasins de meubles proposent des prix promos. Les deux hommes vont ensuite « construire un business plan, investir dans la maintenance. Il y a toute une remise à niveau industrielle à faire ». Le « savoir-faire » et « l'engagement des salariés », ils savent que c'est l'une de leur force, « ça va nous permettre de redémarrer rapidement ». Le Simmons nouvelle formule va aussi se développer à l'international. Les patrons seront présents au salon de Cologne, en Allemagne, une référence. ■



Avec ses plaquettes de bois, il chauffe des pans entiers de ville

PAR HERVÉ VAUGHAN
saintomer@lavoixdunord.fr SENINGHEM. 1Le parcours de l'entrepreneur Paradoxalement, la réussite d'Alexandre Fichaux est née d'une frustration. « J'aurais voulu reprendre une ferme », confesse celui dont « le père travaillait au Département ». « Faute de financements, j'ai dû renoncer à mon projet. » Alexandre Fichaux, 35ans, travaille toujours la terre, mais de façon un peu différente. « Ma première société, l'entreprise Alexandre Fichaux, créée en nom propre, en 2002, propose du débroussaillage, du fauchage, de l'élagage, du dessouchage et des travaux forestiers. Nous intervenons partout au nord de Paris, jusqu'à Alençon, en Normandie. » En s'installant, il a aussi comblé un manque puisqu'un entrepreneur qui réalisait les mêmes prestations prenait sa retraite. Attention toutefois, si vous êtes un particulier, pas la peine de décrocher votre téléphone

parce qu'un arbre vous gêne dans le jardin. Les terrains de jeu de cette société se mesurent en hectares. « Nous intervenons souvent en sous-traitance d'entreprises de bâtiment et travaux publics pour des grands chantiers d'aménagement : parking, zone commerciale... » En ce moment, par exemple, l'entreprise attend les appels d'offres du futur canal Seine-Nord pour pouvoir y répondre. 2L'évolution de l'entreprise Pour la création de sa deuxième entreprise, la SARL Énergie bois Alexandre Fichaux a surfé sur la vague. « À l'époque, la laiterie de Saint-Pol-sur-Ternoise installait une nouvelle chaufferie au bois. Elle avait besoin de 40 000 tonnes de bois par an, sous forme de plaquettes. Ça a été mon premier client, même si je ne travaille plus pour eux. » Pour cette nouvelle activité, le chef d'entreprise joue la prudence. « Je n'ai pas voulu mettre tous mes œufs dans le même panier, alors, j'ai créé une deuxième

société pour distinguer les deux activités », c'est comme ça que la SARL Énergie bois est née. Aujourd'hui, l'entreprise alimente plusieurs chaufferies - dont celle de Calais, inaugurée il y a deux semaines. Elle chauffe six mille trois cents équivalents logements dont 3 500 logements sociaux, l'hôpital, le complexe Icéo et l'IUT, à raison de 15 000 à 20000 tonnes de bois par an. L'entreprise fournit aussi l'usine Herta à Saint-Pol-sur-Ternoise. Les deux entreprises sont installées sur la zone d'activité légère de Seninghem, « À la place des anciennes stations de bitume et d'enrobé qui avaient été installées pour construire la deux fois deux voies entre Saint-Omer et Boulogne ». Quand on emprunte cette route, on ne peut pas rater les entreprises d'Alexandre Fichaux : le stock de bois remplace n'importe quel panneau publicitaire. ■



Les perspectives de développement

« Le chiffre d'affaires de l'entreprise Alexandre Fichaux, qui emploie cinq salariés, stagne à 900000€ », indique le jeune patron. « De plus, je constate que l'activité est de plus en plus saisonnière. Or, le matériel coûte tellement cher qu'on a besoin de l'utiliser douze mois par an pour le rentabiliser. » Le chiffre d'affaires d'Énergie bois, qui emploie huit salariés, se monte à 1,7 million d'euros en 2015. Quand on l'interroge sur les perspectives de développement de ses sociétés, Alexandre Fichaux se veut prudent : « Bien sûr, nous voulons nous développer, mais nous allons le faire

raisonnablement. » Et pour illustrer son propos, il prend l'exemple d'une future chaufferie qui doit ouvrir prochainement à Arras : « Elle va nécessiter 30000 tonnes de bois soit 90000 m³ par an. Nous allons prendre une partie de ce tonnage, mais pas la totalité. Nous voulons continuer à dormir la nuit. Imaginez que je prenne un client trop gros pour moi ou que nous soyons confronté à un hiver très rude, ce que nous n'avons pas encore connu, et que je ne puisse pas livrer l'entreprise Herta et ses trois cents salariés. Mon entreprise n'y survivrait pas. »

Une embauche

En revanche, Alexandre Fichaux envisage l'embauche d'un salarié supplémentaire en administratif « pour le suivi des chantiers », indique le chef d'entreprise. Enfin, une journée portes ouvertes sera organisée à l'automne pour permettre aux riverains, notamment, de découvrir l'univers de ces deux entreprises. H. V. ■



Premières années (sportives) de Decathlon, un pionnier raconte

PAR VALÉRIE SAUVAGE
economie@lavoixdunord.fr
VILLENEUVE-D'ASCQ. Les trois
mousquetaires étaient sept. Six
hommes autour de Michel Leclercq
prêts à se lancer dans une inédite
compétition commerciale. Parmi
eux, Benoît Poizat. « J'ai appris que
Michel quittait Auchan par le
bouche-à-oreille. Je l'ai appelé. » Le
fondateur de Decathlon avait tra-
vaillé chez son cousin Gérard Mulliez
avant de créer sa propre affaire. En
huit jours, il forme son équipe. Uni-
quement des sportifs. Ils se
connaissent tous ou presque. « Une
bande de potes. »

27 juillet 1976

Tous travaillent au projet dans une
maison près du centre commercial

d'Englos. « Elle était au fond du par-
king. Il fallait traverser un ruisseau
pour l'atteindre. Quand il avait plu,
la porte restait coincée. Il fallait ren-
trer par la fenêtre. Les fournisseurs
avaient du mal à nous prendre au sé-
rieux. » Benoît Poizat planche sur la
construction du magasin. « Michel
trouvait que j'avais l'air technique. Je
ne comprenais rien aux devis. Le pre-
mier magasin était d'ailleurs un peu
trop bas, trois mètres sous poutre.
Pour le deuxième, Michel m'a de-
mandé de faire en sorte qu'il puisse
être revendu facilement, au cas où
nous ferions faillite. Il y avait des ga-
rages automobiles dans le secteur.
J'ai fait mettre une auto sur un pont.
J'ai mesuré six mètres sous poutres.
Depuis, tous les sites font cette hau-
teur. » Le 27 juillet 1976, le premier
magasin ouvre à Englos. Une boîte

bleue marquée Decathlon, une en-
seigne multisports aux articles à prix
cassés. À l'issue de cette première
journée, la recette atteint 9999-
francs. La petite histoire veut que
l'équipe ait acheté des chaussettes
pour ne pas en rester là. « Tout était
ambition mais il n'y avait rien d'écrit.
On se disait que si ça marchait, on
se développerait. » Où implanter le
deuxième magasin ? C'est Benoît Poi-
zat qui s'en charge. « Deux fermiers
étaient prêts à me vendre leur terrain
à Roncq. J'ai demandé à Michel lequel
choisir. Nous avons passé deux
heures, chacun d'un côté de
l'autoroute, pour compter les voi-
tures qui passaient. D'un côté 420, de
l'autre, 690. Il m'a dit : Tu sais quel
terrain choisir maintenant. » La suite
est connue. ■



L'envol de la table de ping-pong

Dans les rayons de Decathlon, il est « Gégé ». Connu comme le loup blanc. Gérard Allenet est le doyen des salariés de l'enseigne. Arrivé en janvier 1978, et toujours là. Il y a même rencontré son épouse, au début des années 80. à la centrale d'achats. Elle aussi est une salariée du groupe. Alors il ne le cache pas, ça lui fera un coup au cœur quand il lui faudra rendre son badge. Comptable, responsable de rayon, directeur de magasin... Il a connu les déménagements nocturnes de magasins, les

fournisseurs qui refusaient d'approvisionner l'enseigne, le virage de l'international... Et même la table de ping-pong sur le bord de l'autoroute. « Un client avait acheté une très belle table. On l'avait aidé à la mettre sur son toit de voiture. Mais il est revenu un quart d'heure plus tard, complètement catastrophé : la table était tombée sur le bas-côté de l'autoroute. Deux vendeurs sont allés l'aider. Le lendemain, ce client a adressé ses remerciements à Michel Leclercq. » Michel Leclercq, le très

discret fondateur de Decathlon. « Il a la tête dans les étoiles et les pieds dans la boue. Il a un fort charisme. Passer deux heures dans les linéaires avec lui, c'est un vrai bonheur. » Alors oui, en quarante ans, tout a changé. Mais rien n'a changé, au fond. « C'est toujours une start-up, Decathlon. On continue de se demander comment faire du beurre avec de l'eau. » V.S. ■



Pourquoi pas Sportland ?

Quarante bougies, cinq questions pour mieux connaître l'enseigne aux 1000 magasins. -Pourquoi Decathlon? Pendant les nombreuses séances de brainstorming, on entend Pentathlon ou Triathlon. On évoque Marathon, Sportland ou Sportmarché. Mais Decathlon rappelle les dix sports principaux proposés en magasin. -Quel est le premier produit porteur de la marque? Au démarrage, de nombreux fournisseurs refusent de livrer Decathlon. Le responsable du rayon cycles du premier magasin frappe à la porte de l'entreprise Leleu qui fabrique des vélos à Lomme. Il veut

coller un autocollant Decathlon sur chaque vélo en vente dans son magasin. L'affaire est entendue dès 1976 avec des vélos métallisés gris. -Pourquoi le slogan « À fond la forme » a-t-il été choisi? Au début des années 80, une campagne d'affichage est lancée. L'agence de Jacques Séguéla s'en charge. Chaque mois, le slogan évolue. « En mars, à fond le vélo. » « En avril, à fond la rando. » L'enseigne n'est pas convaincue. Jusqu'en septembre. En pleine période Véronique et Davina, fitness à la télé, s'affiche : « À fond la forme, Decathlon! » Et voilà. -Quand le groupe a-t-il failli faire de la télévision? C'était en 1999.

L'Équipe TV venait de lancer sa chaîne d'informations sportives. L'enseigne envisage d'initier une chaîne de pédagogie sur le sport avec une dizaine d'heures de programmes hebdomadaires. Decathlon TV est toutefois restée dans les cartons. -Où en est l'enseigne aujourd'hui? Le groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 9,1 milliards d'euros, réalisé à 65% à l'international. Au 31 mars 2016, l'enseigne comptait 1 038 magasins dans le monde dont 299 en France. Elle emploie plus de 70000 personnes au total. ■



**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC
LES TERRITOIRES, CONTRAT
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

INONDATIONS

Xavier Bertrand veut aider les sinistrés

Xavier Bertrand, le président (LR) du conseil régional, a écrit aux maires des communes concernées par les inondations. Il leur dit être prêt à débloquer un fonds d'urgence pour les communes et les entreprises qui y sont implantées afin de leur venir en aide. « Je vous invite à me faire connaître dans les meilleurs délais des besoins auxquels vous pourriez être confrontés à la suite de ces inondations, leur a-t-il écrit vendredi. Vous pouvez aussi me faire part des situations les plus difficiles que rencontrent les habitants, associations et entreprises de votre territoire liées à ces intempéries. » ■

Contact : 06.08.80.86.63 ou xavier.taquet@nordpasdecalspicardie.fr



Nouvelle étape pour le learning center dédié au textile

Geoffroy de saint gilles tourcoing@nordeclair.fr Tourcoing. Une réunion est prévue dans une dizaine de jours pour lancer l'étude de faisabilité du learning center sur le textile. C'est une étape fondamentale pour les amis du CIRETEX (Centre hIstorique REgional du TEX-tile) présidé par Jean-Pierre Balduyck. Autour de la table, la Métropole, la ville de Tourcoing et l'association vont établir une marche à suivre pour déterminer le contenu précis et le coût du learning center. Déjà il est établi qu'il sera construit à la Plaine Images, entre Ankama, l'Imaginarium et l'ancienne chaufferie qui doit être transformée en un lieu d'accueil pour des événements. « La Métropole possède ce terrain, ce qui facilite beaucoup les démarches, explique Jean-Pierre Balduyck. Les études de sols ont déjà été faites mais il faut maintenant déterminer très précisément ce qu'il y aura dans ce

learning center pour la construction du bâtiment. » Justement, personne ne peut dire aujourd'hui le montant de ce lieu. La Région, par l'intermédiaire du contrat de plan avec l'État, est dans la boucle pour apporter de l'argent. Le terrain sera donné par la Métropole qui pourrait aussi financer le CIRETEX. Mais cette question sensible avait déjà été évoquée lors d'une étude sur les différents scénarios possible pour un lieu de mémoire sur le textile : « la marge de variation des coûts peut être considérable » était-il indiqué.

« Le projet le moins coûteux »

Pour l'ancien député maire, il faut que les financeurs suivent. « Ils dépensent pour Miss France, pour l'Euro de football, il y a intérêt à ce qu'on ne laisse pas tomber notre pro-

jet qui reste le moins coûteux. » « L'idéal serait qu'en fin d'année nous remettions au maire de Tourcoing un document avec le contenu précis du learning center et les prix », ajoute Jean-Pierre Balduyck qui met en avant le soutien « clair et éclatant » de Gérard Darmanin. « J'aimerais que l'on se voie plus souvent mais il a un agenda chargé, explique l'ancien maire socialiste. Il a désigné quelqu'un pour suivre de près le dossier et pouvoir répondre rapidement aux questions qui se poseront. » Le président du CIRETEX va aussi rencontrer Xavier Bertrand, le président de la Région pour expliquer son projet. Il ira voir les lieux en Picardie dédiés au textile pour faire connaître son association et fédérer les acteurs autour du futur learning center. À ce jour, personne ne peut dire quand il sortira de terre mais une nouvelle étape est franchie. ■



L'élue régionale promeut les fonds européens à Industrilab

La première vice-présidente des Hauts-de-France, Valérie Létard, a découvert jeudi 2 juin en matinée Industrilab, à Méaulte, près d'Albert. Cette plateforme ouverte à toutes les entreprises, enrichie d'outils technologiques pour la recherche et le développement, a été inaugurée le 21 mai 2015. Après plus d'une année de travail, l'équipe qui gère le site est plutôt satisfaite. « Nous commençons, nous sommes tout petits, nous sommes une petite équipe de sept personnes », relativise Isabelle Mouze Esteves, qui croit beaucoup en cet outil. Originaire de Lorraine et anciennement cadre dirigeante de collectivité, elle a succédé

à Véronique Saint-Ges en septembre 2015 à la direction du site. La salle de réalité virtuelle, qui permet aux utilisateurs une immersion totale dans un milieu, grâce à des lunettes 3 D, quatre écrans, voire des capteurs corporels, est l'outil phare du site. « Les grandes entreprises possèdent le leur, commence l'ingénieur Jérôme Olive qui souhaite que les petites et moyennes entreprises profitent de cet atout. En 2016, nous avons procédé à 80 sessions de démonstration, dont trois ouvertes au grand public comme lors du Printemps de l'industrie. » Valérie Létard s'est montrée très intéressée par le potentiel d'Industrilab, bébé de la Région

Picardie à 33 millions d'euros, dont 6 millions apportés par le Fonds européen de développement régional (Féder). Et puisqu'elle venait dans le cadre du Joli mois de l'Europe, l'élue a rappelé à ses hôtes - un aréopage d'une trentaine de partenaires la suivait - que l'Europe accordait 2,8 milliards d'euros à la Région Hauts-de-France : « C'est l'autorité de gestion qui a l'enveloppe la plus importante en Europe. (...) Mobilisez-vous, il y a des fonds européens à aller chercher. » Pour chaque euro versé par l'Europe, le bénéficiaire doit mettre autant sur la table. Il s'agit donc d'être ambitieux. AUDE COLLINA ■



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Le propriétaire de Dennlys Parc ne croit pas au projet Heroic Land

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER PECQUEUX calais@lavoixdunord.fr CALAIS. -Que pensez-vous du projet de parc d'attractions Heroic Land à Calais, qui prévoit 32 attractions dont 13 couvertes? « On va construire un parc à Calais alors qu'à proximité, deux parcs historiques existent déjà. Côté Belgique, les gens ont pour habitude de se rendre à Plopsaland, le plus gros parc du pays. À distance égale de l'autre côté, le parc Bagatelle semble bien repartir. Personnellement, je ne crois pas trop au projet à Calais. Des parcs se sont multipliés dans les années 80, beaucoup ont fermé. Je pense notamment à Lillom (à Lomme, parc d'attractions ouvert de 1985 à 1987) qui a été un échec. Quand j'ai lu les chiffres pour le projet calaisien, à savoir 275 millions d'euros, j'ai trouvé ça léger comme investissement au regard de l'ambition affichée en termes de fréquentation (1,5 million de visiteurs

par an). Cet objectif de fréquentation me paraît insensé, je n'y crois pas. » -L'objectif de 1000 emplois directs et indirects créés est-il réalisable? « Atteindre 1000 emplois directs et indirects, c'est possible, mais avec des CDD et seulement la première année. Car cela ne durera pas. Si l'objectif de fréquentation était 500 000 visiteurs, je serais moins pessimiste. » -Heroic Land mise sur sept univers différents, est-ce judicieux? « Créer des univers différents, c'est répondre aux attentes du public, c'est plutôt bien pensé. Disneyland et le parc Astérix marchent bien car ils reposent sur des univers bien identifiés, comme ce sera le cas pour le parc Spirou (à Montoux, dans le Vaucluse, parc d'attractions dont le budget est de 75 millions d'euros et dont l'ouverture est reportée au printemps 2017, en raison de retards dans le financement). Mais Heroic Land reposera sur des univers qui ne rappelleront rien aux visiteurs. » -Ses détracteurs af-

firmement que le parc aura au mieux une dimension régionale, avec des attractions déjà présentes ailleurs : qu'en pensez-vous? « Calais est une ville étape, pas une ville où l'on reste plus d'une journée. Le bassin de population autour de l'A16 est important, mais vendre un objectif de 1,5 million de visiteurs à l'année est utopiste. J'ai regardé les attractions dans le master plan, ce ne sont pas des grosses machines de guerre comme l'est Osiris au parc Astérix. La majorité sont de petites attractions que l'on trouve déjà chez nous. Il s'agit d'attractions pour un parc régional, mais pas à vocation nationale. » Nous avons contacté Plopsaland, Bellewaerde et le parc Astérix, qui n'ont pas souhaité répondre à nos questions. Nous n'avons pas pu joindre le parc Bagatelle à Merlimont. ■



Maire et patron du parc d'attractions

Christian Crunelle est le propriétaire à Dennebrœucq du parc d'attractions Dennlys Parc, racheté par ses parents en 1983. Un an plus tard, il revend son affaire d'auto-tamponneuses pour rejoindre sa famille et participer à l'aventure de Dennlys Parc. Il devient seul gérant en 1997 et c'est à partir de 2002 que le parc commence à se développer avec de nouvelles attractions comme le grand huit. Désormais, plus de 200 000 personnes passent l'entrée de Dennlys Parc chaque année. Depuis 2008, Christian Crunelle est le maire de son village. ■



Comprendre le projet Heroic Land en trois points

1. Quel type de parc ?

Ce parc, bâti autour des thèmes du manga, de la science-fiction et de l'heroic fantasy, doit voir le jour au printemps 2019. Ses promoteurs annoncent 32 attractions, un hôtel de 250 chambres, une allée commerciale et 2 800 places de parking. Il devrait permettre la création d'un millier d'emplois, dont 750 directs. 1,5 million de visiteurs annuels sont attendus. Il doit voir le jour zone du Virval à proximité de l'embranchement de l'A16 et l'A26. Il est estimé à 275 M€ (contre 350M€ initialement, ce qui lui permet

d'éviter le passage par la case commission nationale de débat public.

2. Qui fait quoi ?

Le projet est porté par Calais Promotion, agence de développement économique de la Ville présidée par la Natacha Bouchart, et par la société IDID, dirigée par Jean-François Thibous. Calais Promotion se charge de la partie publique du projet (infrastructures d'accès au site, par exemple) quand la société IDID doit trouver un investisseur et un exploitant.

3. Où en est-on ?

La phase d'élaboration du projet terminée, l'heure est à la recherche de financements. Pour ce faire, IDID s'est attaché les services du cabinet Ernst & Young dont la mission est d'aider à trouver les 275 M € d'investissements nécessaires à la construction de l'équipement (deux tiers sous forme d'emprunt, un tiers sur fonds propres). Lors d'une présentation en octobre, il s'était donné l'été 2016 comme date butoir. Parallèlement, des négociations avec des exploitants de parcs d'attractions doivent être menées. ■



Dernière réunion de concertation, ce soir

Le député PS Yann Capet, avec une dizaine d'autres parlementaires, avait saisi la CNDP (commission nationale du débat public) afin qu'elle ordonne la tenue d'un débat public sur le projet Heroic Land. La maire de Calais Natacha Bouchart était fermement opposée à cette initiative, craignant qu'elle retarde

considérablement le projet. La CNDP a coupé la poire en deux en écartant le débat public mais en imposant une phase de concertation encadrée. Quatre réunions publiques ont ainsi été programmées à partir du mois de mars, sous l'égide de Michel Gaillard (photo), garant du débat public. La première, en mars, consistait en une

présentation globale du projet; la deuxième, en avril, était consacrée à l'emploi; la troisième, en mai, concernait la question des accès au parc. La dernière réunion se déroule ce soir à l'espace Mandela, à 19h. Elle abordera plus spécifiquement les questions environnementales. ■



VP4 - DÉVELOPPEMENT
DURABLE, TRI, TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE...

Ils modernisent leur habitation pour faire des économies

Ce jeudi après-midi, un bruit inhabituel s'échappe d'une impasse du Faubourg d'Isle. Perché sur une échelle, un artisan tente de démonter une vieille fenêtre qui lui offre un peu de résistance. « D'ici la fin de semaine, tout sera fini. D'autant que le monsieur travaille bien », sourit Michel Robert, 58 ans. Avec son épouse Brigitte, ils font partie des nombreux propriétaires ayant profité du dispositif OPAH-RU (Opération d'amélioration de l'habitat - Renouvellement urbain) en faveur du Faubourg d'Isle, visant à aider les habitants les plus modestes à entreprendre des travaux au sein de leur logement (lire ci-dessous). Au départ, le Saint-Quentinois projetait de ne remplacer qu'une chaudière vieillissante. « Il est vrai qu'elle commençait à fatiguer. Je me suis alors souvenu des plaquettes distribuées par la Ville dans les boîtes aux lettres. On s'est renseigné puis on en a discuté avec Virginie, de Cité Métrie [bureau d'études mandaté par la Ville pour assurer le suivi et l'animation du dispositif, ndlr]. Elle nous a bien épaulés et nous a expliqués qu'il fallait également changer la porte d'entrée en bois et les fenêtres en simple vitrage pour éviter la déperdition de chaleur », relate le quinquagénaire. À cause de cette mauvaise isolation, Michel Robert était contraint, chaque hiver, d'augmenter le chauffage. « Notre facture annuelle, électricité com-

prise, tournait aux alentours de 1500 euros. On avait beau calfeutrer, on sentait toujours un peu d'air. » Aussi lorsqu'il a appris qu'il pouvait bénéficier de subventions versées par l'Anah (Agence nationale de l'habitat), la Ville et la Région, il n'a pas hésité un instant. « On a constitué un dossier fin 2014, après avoir fait établir des devis auprès d'entreprises locales. Lorsqu'on a su qu'il ne restait que 1000euros à notre charge sur un total de près de 9700 euros, on était heureux. Sans cette aide, on n'aurait jamais pu le faire. » Une chaudière gaz à condensation, une porte d'entrée en PVC ainsi que des fenêtres en double vitrage ont donc été installés au courant du printemps. Grâce à ces aménagements, le couple peut espérer jusqu'à 30% d'économie sur sa facture. Christian Hurtebise, 69 ans, devra, lui aussi, patienter jusqu'à l'hiver prochain pour connaître le gain réalisé. À son tour, il a engagé des travaux de réhabilitation au sein de son habitation. Et comme Michel Robert, c'est un problème de chaudière qui a tout déclenché. « Malgré ses 20 ans, elle marchait encore bien. Mais elle consommait beaucoup trop », rapporte le retraité. Un ancien collègue l'orienta alors vers le dispositif OPAH-RU. « Comme ça a marché pour lui, je me suis dit pourquoi ne pas essayer. D'autant qu'à mon âge, je ne peux plus me permettre de faire les travaux moi-même. » La toiture a

donc été isolée ; la chaudière, les fenêtres et la porte-fenêtre changées. Et d'ores et déjà les premiers effets se font ressentir...« On a gagné 4 ou 5° C à l'intérieur », assure le sexagénaire. « Et on est tranquille au niveau de l'entretien. Avant, le contour de nos fenêtres était en bois, il fallait vernir sans arrêt. Ça demandait du travail ! », complète Marie-Claire Hurtebise, son épouse. Le coût total de cette rénovation s'est élevé à 17000 euros, dont 3600 à la charge du couple. La facture a été - sans surprise-plus élevée pour Patrick Thévenard, gérant d'une SCI, qui a acquis une maison de 65m², plutôt vétuste. « Elle est assez ancienne, il y avait donc pas mal de choses à faire : recréer des sanitaires à l'intérieur, refaire l'isolation, installer une chaudière à gaz, remplacer les fenêtres. » Montant de l'opération : 40000 euros. Le propriétaire bailleur n'a eu « qu' » à déboursier 15000 euros. Sans ce coup de pouce, il reconnaît qu'il n'aurait peut-être pas acquis ce bien, même s'il présentait « du potentiel ». En contrepartie, il s'engage de son côté à louer à un prix abordable. « On est sur du 8, 9 euros le m². » Le gérant de la SCI n'a d'ailleurs pas eu de difficultés à trouver des locataires. Ces derniers ont pris possession des lieux le 1er mai dernier. Nasséra LOU-NASSI ■



La nature des travaux subventionnés

L'OPAH-RU (Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Renouvellement urbain) s'inscrit dans le cadre du projet de requalification du Faubourg d'Isle. Ce dispositif, prévu pour durer cinq ans (jusqu'à fin 2016), s'adresse aux propriétaires occupants et bailleurs. Plusieurs types de travaux peuvent être subventionnés : « les économies d'énergie, l'adaptation au vieillissement et au handicap ou encore la rénovation complète de logements qui concerne surtout les bailleurs », énumère Thomas Vandenbrom, adjoint au service de la rénovation urbaine de la Ville. Pour prétendre à ces aides, deux critères sont pris en

compte : « les ressources et le gain énergétique que peut apporter cette rénovation et qui doit être de 25% ». Concernant les propriétaires occupants, deux catégories de ménages sont éligibles. « On a d'un côté les personnes aux revenus très modestes et de l'autre celles aux revenus modestes. On tient compte de leur revenu fiscal de référence. Pour la première catégorie, il ne doit pas excéder 14308 euros pour une personne et pour la seconde, 18342euros », détaille Virginie Hoste, assistante chargée de projet chez Cité Métrie. C'est elle qui accompagne les Saint-Quentinoises dans la constitution des dossiers et dans les démarches à accom-

plir. « Dès lors que des personnes remplissent les critères de ressources, je fais un point sur les travaux qu'elles veulent entreprendre. Un de nos techniciens fait une visite de leur habitation. Les propriétaires vont ensuite recevoir un diagnostic. Je leur conseille généralement de faire deux ou trois devis par poste, mais ce sont eux qui choisissent en dernier lieu l'entreprise qui réalisera les travaux. » Permanences de Cité Métrie à La maison de projets, chaque jeudi de 9 heures à 12 heures, 36, rue du Général-Leclerc. Tél. 0 800 00 22 23 (numéro vert) ■



VP6 - APPRENTISSAGE

Au CFA, des apprentis ont planché sur l'agroécologie

Sains-du-Nord. Durant une semaine, quinze apprentis BTS du CFA de Sains-du-Nord et 10 apprentis BTS de la Maison familiale rurale du Cateau ont travaillé sur le thème de l'agroécologie. Cécile Fauconnier, responsable du CFA de Sains-du-Nord et Bastien Defontaine, formateur à la Maison familiale rurale du Cateau, ont eu l'idée de faire travailler les élèves durant une semaine sur l'agroécologie. Les vingt-cinq apprentis et leurs forma-

teurs ont sillonné le territoire à la découverte d'exploitations travaillant déjà selon ces méthodes (panneaux photovoltaïques, chauffage au bois par les haies bocagères valorisées en plaquettes, etc.). Les apprentis ont présenté leurs travaux de restitution devant le conseil régional et la DRAAF (direction régionale du ministère de l'Agriculture).

Partenaires

Une convention lie le CFA de Sains-du-Nord et la Maison familiale rurale du Cateau depuis l'année dernière. L'objectif : fédérer les compétences en matière de formation agricole sur la partie sud du département, afin d'offrir un plus vaste choix d'orientation aux jeunes souhaitant poursuivre après le bac une formation alternée. Y.D. (CLP) ■



VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

Une manifestation contre le projet d'extension d'élevage porcin

Par Nathalie Labreigne douai@lavoixdunord.fr RAIMBEAUCOURT. « Non à la porcherie industrielle ! » Un slogan repris par la soixantaine de manifestants qui se sont rendus samedi après-midi de la place jusqu'à la rue Henri-Lenne pour redire leur opposition au projet d'extension de l'exploitation porcine Geudin. Dans le cortège se mêlaient quelques Raimbeaucourtois et beaucoup d'associations locales de défense de l'environnement (Roost Na-

ture, le CRANE, la Coulée verte de Moncheaux...) venues épauler la jeune Association raimbeaucourtoise pour la protection de l'environnement (ARPE). « Ce qu'on attend ? Que l'exploitation soit revue, avec des cochons élevés en plein air pour que ce soit de la viande de qualité », indiquait sa présidente, Nathalie Lesoing rappelant que son association a déposé un recours devant le tribunal administratif pour contester une partie du projet. « Parce qu'on va

avoir dans les bâtiments actuels, situés à 30mètres de la première maison, près de 250truies et leurs porcelets. » Les manifestants ont reçu le soutien de la conseillère régionale FN Hortense de Mereuil, ancienne présidente du CRANE, qui a pris la tête du cortège sur son vélo, ainsi que celui plus discret du conseiller municipal d'opposition Érik Charton, « venu en tant que citoyen ». ■



« Trop de mensonges »

Il a regardé avec une certaine résignation le défilé des manifestants, à quelques dizaines de mètres de son hangar. Tandis que son père, Alain, faisait constater par son avocat la mobilisation, Sébastien Geudin, entouré de ses proches, attendait le retour au calme. Sans broncher, mais amer quand même de devoir différer l'agrandissement de son élevage à cause du recours déposé par

l'ARPE devant le tribunal administratif. « Ça peut prendre du temps... Mais bon, au final, à Heuringhem, ils ont quand même obtenu gain de cause », soupirait l'éleveur, faisant référence au permis de construire validé par le TA dans ce dossier contesté de porcherie industrielle. « Ils disent vraiment trop de mensonges, intervenait un ami de l'exploitant, remonté contre les écolos : ici, ce ne

sera pas du cochon industriel, il sera sur paille et toute la viande va partir en boucherie ! » Peu loquace, Sébastien Geudin a écouté son entourage exprimer la lassitude de la famille quant à l'agitation autour de la porcherie, justifiant simplement sa discrétion : « De toute façon, parler ne sert à rien, ils (les manifestants) n'écoutent pas ». ■



VP8 - CULTURE

En Tandem, L'Hippodrome et le Théâtre d'Arras pédalent plus vite

PAR FRANÇOISE TOURBE
ftourbe@lavoixdunord.fr
DOUAI-ARRAS. « Tandem, c'est idem... » chantait Vanessa Paradis. Eh bien non... C'est ce qu'ont pu constater les adhérents du Tandem Hippodrome de Douai - Théâtre d'Arras, jeudi soir, lors de la première assemblée générale de cette association portée sur les fonds baptismaux en septembre 2015, au terme de débats passionnés. Le bilan tiré pour l'année charnière qu'est 2015 a été plein d'enseignements... Jacques Meurette et Gilbert Langlois, respectivement président et directeur de Tandem, l'ont souligné chacun leur tour : la création de Tandem a impulsé une dynamique que l'on retrouve aussi bien sur le nombre de spectateurs (54 000, +7% depuis 2012) que sur celui des levers de rideau (110). Il faut dire que l'accession du Théâtre d'Arras au statut de Scène nationale,

via Tandem, a été saluée par une hausse importante de la subvention du Département du Pas-de-Calais (+316%!) Parlant de subventions justement, l'examen du budget a permis de bien mesurer la place essentielle de ces dernières dans le fonctionnement de Tandem. Elles représentent... 84% des recettes, la billetterie et les adhésions, elles, n'y concourant que pour 16%. « Par rapport aux autres établissements culturels, nous sommes dans une petite moyenne, a souligné Charles Héral, le trésorier. On nous incite à aller vers les 20% ». Ce qui voudrait dire une hausse du prix des billets? On n'en est pas là, même si ce poids des subventions dans le budget de Tandem a surpris, - voire inquiété - certains adhérents. « Si nous fonctionnons avec un tel niveau de subventionnement, c'est pour pouvoir offrir au public des billets à des tarifs qui

lui permettent de voir des spectacles », a expliqué Gilbert Langlois, en précisant que s'il n'y avait pas d'aides publiques, les billets seraient à plus de 100€...« Nous travaillons aussi beaucoup en direction des scolaires et des publics en difficulté. C'est notre mission, comme de faire travailler des compagnies qui évoluent dans un contexte économique compliqué. » Mais pour Gilbert Langlois, l'économie de la culture reste fragile : « C'est quelque chose qui peut se retourner très vite... C'est la raison pour laquelle nous devons rester mobilisés. » Dès cette année, d'ailleurs, Tandem devra faire avec une baisse de subventions (du Pas-de-Calais et on attend de connaître celle du Nord). « Cela nous oblige à faire quelques choix pour la saison prochaine. » ■



Coup de projecteur sur 2016-2017

En avant-première pour ceux qui ont pris la peine de venir à l'assemblée générale, Gilbert Langlois a levé un coin du rideau sur la saison 2016-2017. On retiendra une carte blanche donnée, lors des Multipistes, à Johann Le Guillerm, à mi-chemin entre l'artiste de cirque et le plasticien. De la place des Héros d'Arras et celle du Barlet, à Douai, on pourra voir l'intégralité de son travail

et de ses créations. Avec Rimini Protokoll, on plongera dans les dessous de la mondialisation et de l'espionnage. D'un voyage au Liban, Gilbert Langlois a ramené trois artistes syriens, acteurs et danseurs : « Cela fait partie de nos missions de soutenir des artistes dont le pays est en guerre », a-t-il souligné. Mohamed el Khatib (on se souvient de Finir en beauté), reviendra. « Une pro-

grammation, c'est une histoire de rencontres, mais aussi de fidélité à des artistes », a commenté le directeur de Tandem. Et parmi les têtes d'affiche, on citera l'Orchestre national de Lille, Keren Ann, Benjamin Biolay, le metteur en scène Joël Pommerat tout auréolé de son Molière... ■



Les télé locales planchent sur leur avenir à Saint-Quentin

Les télé locales planchent sur leur avenir à Saint-Quentin. Les assises de la télévision locale se tiennent aujourd'hui et demain. Deux jours consacrés à un défi auxquels sont confrontés tous les médias : leur évolution nécessaire face aux « transformations digitales ». Et l'audiovisuel n'y réchappe pas. « Quand quelqu'un va faire une recherche sur internet, trois fois sur quatre, c'est pour aller voir une vidéo », appuie Jean-Michel Lobry, P-DG de Wéo, télé jusque-là du Nord - Pas-de-Calais, et qui débarque en Picardie. ■



Wéo, une nouvelle chaîne à venir

C'est la petite « révolution » des télévisions locales à l'échelle de la région qui s'annonce. Le CSA a donné son feu vert la semaine dernière : Wéo France est né. « Un petit réseau avec Matélé pour se caler sur le territoire » des nouveaux Hauts-de-France, explique Jean-Michel Lobry (notre photo), le directeur général. Cette coopération devrait se traduire par la production de contenus communs, tout en conservant - pour des questions légales - les deux chaînes déjà existantes. Au lancement de Matélé, l'idée était déjà là,

rappelle Jean-Luc Nelle. L'autorisation à venir doit ainsi « permettre de concrétiser ce qu'on voulait faire dès le départ : échanger des programmes ». La naissance de Wéo France est, pour le PDG, révélatrice d'une « avancée relativement récente » : « C'est la compréhension du CSA et des chaînes de devoir penser au niveau extra-local. » Concrètement, « on va créer six postes pour la Picardie », indique Jean-Michel Lobry. Deux « rendez-vous » seront sous-traités à Matélé : l'un quotidien avec des habitants, le second sportif.

« Un autre champ dans lequel on va investir, c'est la citoyenneté, poursuit le dirigeant de Wéo. [...] Nos médias peuvent être des moyens de prise de parole des citoyens. » Les deux chaînes veulent ainsi miser sur leurs heures d'antenne disponibles. « On a beaucoup de temps si on le souhaite. » D'où la « perspective d'enrichir » chaque contenu en instaurant une complémentarité entre le local et le régional. ■



Le musée de la Résistance fête ses trente ans

En juin 1986, à l'initiative d'Étienne Dromas, le musée de la Résistance et de la Déportation de Picardie naît. Trente ans plus tard, Gwenaël Nihouarn, l'un des vice-présidents de l'établissement, le rappelait hier : « Nous nous sommes rassemblés à l'initiative de notre chef FFI, le capitaine Dromas pour créer ce lieu qui est devenu un véritable moteur de transmission de la mémoire de nos camarades disparus et des valeurs républicaines. » Le musée de Fargniers ne se présente plus. En 30 ans, il est devenu un lieu de mémoire, et un lieu d'avenir. Samedi, lors de l'anniversaire de ses trente ans, tout le monde l'a dit et redit. En premier lieu, son président, Fernand Le Blanc : « Le musée ne disparaîtra pas. », a-t-il scandé. Le musée de la

Résistance et de la Déportation de Picardie, restera en outre ce qu'il est. Fidèle à son nom, d'une part, a assuré Christophe Coulon, vice-président du conseil régional des Hauts de France et représentant à cette occasion, la tête de la Région, Xavier Bertrand.

Tout le monde d'accord pour son maintien

« Ce musée ne doit surtout pas changer de nom. Car dans cette grande région, les Hauts de France, les Picards sont ici présents. Et ce musée est le leur. » L'homme a dans le même temps réitéré l'engagement du conseil régional derrière « ce beau projet ». Le soutien est également sans faille du côté du conseil départe-

mental. Son président, Nicolas Fricoteaux, a souligné la dynamique départementale et régionale, patrimoniale et culturelle insufflée par l'équipe d'un musée, qui affiche un bilan positif. En termes de pédagogie, d'abord. « On ne compte plus le nombre de classes primaires et de collèges venues apprendre ici l'horreur de la Seconde Guerre mondiale », a résumé Nicolas Fricoteaux. En termes d'aura, ensuite. Et Marie-Françoise Bechtel, députée de l'Aisne, de conclure : « Ce musée local est un musée de l'histoire de France, dans ce qu'il montre de la Résistance, sans doute l'un des plus grands moments de notre histoire. » ■



VP11 - LYCÉES

Les lycéens professionnels sont-ils victimes de la fusion ?

La fusion, oui, l'harmonisation, pas encore. Alors que le conseil régional des Hauts-de-France s'efforce depuis cinq mois à peine de marier deux territoires aux habitudes parfois différentes, la politique des lycées vient démontrer combien l'exercice s'avère épineux. Lors d'une rencontre le 1er juin avec Manoëlle Martin, la vice-présidente en charge des lycées, le SNPDEN-Unsa (syndicat des personnels de direction) s'est vu confirmer qu'une aide à l'équipement des lycées professionnels, jadis pratiquée en Picardie, serait supprimée. « Picardie Cursus - Équipement Pro » allouait aux élèves entrant en formation technologique, professionnelle ou agricole, un chèque de 50 à 315 euros, selon un barème précis. Ces sommes étaient versées en remboursement des frais d'acquisition du matériel avancés par les familles. La décision est restée dans l'ombre de l'annonce d'une nouvelle carte, « #Génération Hdf ». Laquelle vient en continuité de l'ex-carte « Cursus Picardie ». Grâce à elle, les lycéens des filières générales, techno et pro bénéficieront toujours de 100 euros pour la première année, puis de 55 euros pour les

années suivantes. Nouveauté, les apprentis y sont associés (200 euros).

« C'est une perte considérable pour les familles »

Soit. Mais le dispositif picard « Équipement Pro », lui, venait bien en surplus de la carte Cursus. À la PEEP, la fédération de parents d'élèves, la nouvelle a fait monter l'inquiétude. La Picardie compte 21000 élèves en second cycle professionnel (public). « C'est une perte considérable pour les familles. Si vous êtes concernés, surtout réagissez, la Région n'a peut-être pas pleinement pris conscience de l'impact de cette suppression », a écrit la PEEP à ses adhérents. Pour sa part, le SNPDEN a compris que nombre de mesures évolueront. Un autre dispositif picard, « l'Appui lycéen », attribuant des aides aux élèves en difficultés financières, serait lui aussi supprimé. Néanmoins, la Région pourrait toujours apporter des réponses individualisées aux situations qui lui seront remontées. « Les marges financières n'existent pas pour généraliser toutes les politiques des deux ex-Régions », a re-

tenu le syndicat à l'issue de sa rencontre avec la vice-présidente. Elle-même l'avait observé lors du débat sur le budget 2016 : « Ce budget est majoritairement décidé par les précédents exécutifs. » Ce qui ne l'a pas empêché de réaffirmer : « Si la Région veut gagner le pari de l'emploi pour le plus grand nombre, elle se doit d'être aux côtés de ses lycéens. » Interrogé, depuis, sur le devenir de l'aide à l'équipement, le cabinet de l'exécutif temporise. « Est-ce que les lycées vont y perdre au change ? Non. La Région maintient et renforce son soutien », nous a-t-on affirmé, tout en renvoyant le sujet à des décisions ultérieures. À l'automne d'abord. « Il n'y a pas encore eu de délibération. Nous devons affecter un montant au budget en octobre - novembre, en fonction des dépenses qui auront été engagées. » Mais sans préciser pour l'instant les modalités des demandes pour les jeunes concernés. En décembre ensuite, les élus adopteront le budget 2017, dans lequel on verra alors plus précisément quels dispositifs disparaîtront. Pour les lycées, comme pour tout le reste. Gaël Rivalain ■



Entre Beaupré, Jules-Ferry et Kaohsiung, une amitié « Made in Taïwan »

Haubourdin. Le collège-Jules Ferry, où débute le cycle d'enseignement du mandarin, et qui recevait cette année ses correspondants, a été associé à la démarche. « C'est la concrétisation de relations qui durent depuis trois ans », se félicite Chloé Cattelain, professeur de mandarin au lycée et au collège et cheville ouvrière de ces échanges. Michel Wilmot, principal du collège Jules-Ferry, s'est félicité de « ce partenariat et cette ouverture sur le monde ». Bu-Wu Sheng, le principal du lycée de Kaohsiung, l'a remercié « du fond du cœur pour la qualité de l'accueil et la gentillesse des habitants ».

Amoureuses de Taïwan

Après quelques mots en français, Guillaume Cheng-hao Hu, représen-

tant diplomatique de Taïwan, s'est exprimé en mandarin : « C'est la première fois que je viens à Lille. Malgré le temps exécrable, je suis de bonne humeur. Cet accord entre nos écoles est aussi une première et sa signature une ouverture pour des actions futures. » En l'absence de Catherine De Paris, retenue au ministère de l'Intérieur, c'est le proviseur-adjoint Arnaud Lepoint qui a conclu les échanges d'amabilités. « Nous nous réjouissons de ce qui a été réalisé par Chloé Cattelain. J'ai une autre bonne nouvelle à annoncer. À la rentrée, le mandarin sera enseigné comme langue vivante 2, en continuité avec le collège. » Les jeunes Taïwanais ont été un peu déçus de leur journée de lundi. L'alerte orange aux inondations les a privés de la visite du musée de la vie rurale de Steenwerk qui devait être suivie d'une balade en

roulotte. Leurs homologues français espèrent pouvoir leur rendre prochainement visite, mais lors de cette année scolaire, cela n'a pas été possible, faute de pouvoir trouver un financement pour le voyage. Akhesa, Éline et Cécile, anciennes élèves ayant participé à des échanges précédents, étaient venues assister à la cérémonie. Chloé Cattelain confirme que « elles sont tombées amoureuses de Taïwan et de ses différences culturelles. Elles continuent de travailler la langue chinoise après leurs études à Haubourdin ». Cet apprentissage sera peut-être une belle ouverture pour leur avenir professionnel!
JULES DUJARDIN (CLP) ■



Qui sera le meilleur lycéen de France en maintenance automobile ?

PAR ODETTE LAVALLEZ
lammersart@lavoixdunord.fr
Marcq-en-Barœul/FOURMIES. Pascale Costa, inspectrice générale de l'Éducation nationale pour la filière maintenance des véhicules automobiles est réjouie : « J'ai la chance, depuis trois ans, de suivre ce concours et je dois dire que, cette année, on a, là, un cru exceptionnel ! » Alain Olejniczak, le proviseur du lycée de l'automobile Alfred-Mongy et le chef des travaux Pierre Ryckelynck, qui accueilleraient donc les six candidats ainsi que les membres du jury de la finale du concours général qui rassemblait les six meilleurs élèves de France, acquiescent. Ils sont pourtant un peu déçus de ne pas avoir d'élève marcquois en finale. Mais, comme l'explique le responsable du

lycée : « On a des élèves qui ont eu de bons résultats aux sélections, mais il fallait être encore meilleur que les meilleurs ». Parmi les six finalistes, deux étaient de la région : Sébastien Tutin, 21 ans, et Jean-Claude Picquet, 21 ans, du LP Camille-Claudé de Fourmies.

Trois épreuves

La finale comportait trois épreuves pratiques. Pour la grosse épreuve de six heures, il fallait démonter (puis remonter) tout l'avant d'un coupé de façon à accéder au système de climatisation. Pour la deuxième épreuve (3heures), il s'agissait de procéder à des réglages de train roulant pour avoir un parallélisme parfait. Enfin, les candidats devaient découvrir

l'origine de deux pannes électriques plutôt vicieuses. « Il fallait déjà en trouver une ! », lance un des candidats. Par ailleurs, les jeunes (que des garçons !) ont bien apprécié l'accueil que l'équipe enseignante du lycée Alfred-Mongy leur a réservé. « Globalement, cela a été une très bonne expérience avec des épreuves assez corsées tout de même, a résumé Bastien. Il y a eu une très belle ambiance entre nous. » Le 7 juillet, les trois meilleurs des six candidats seront reçus à la Sorbonne où aura lieu la cérémonie durant laquelle la ministre Najat Vallaud-Belkacem remettra les distinctions aux lauréats de tous les concours généraux. ■



BEAUVAIS

Grâce à eux, la Révolution française devient un jeu

ILS Y ONT MIS du talent et du cœur. Avec une cohésion de groupe qui ne fait aucun doute. Une classe de seconde du lycée Paul-Langevin de Beauvais a conçu et fabriqué un jeu de société sur la Révolution française. L'année scolaire touche à sa fin et le prototype est tout juste achevé. Le Graal pour ces élèves serait de voir le jeu commercialisé. Des contacts ont été pris en ce sens.

Comme dans une entreprise, les lycéens se sont réparti les missions pour bâtir le projet. Quand un groupe a réfléchi aux règles du jeu et aux questions, l'autre s'est mis aux travaux manuels pour construire le plateau et les pions. Une équipe s'est chargée de la communication avec la création d'un blog, de comptes Instagram, Twitter... « Le jeu n'est qu'un prétexte, précise Arnaud Donneger, professeur d'histoire-géographie. Il présente surtout l'avantage d'étudier une période essentielle dans un contexte où il n'est pas inutile de rappeler que la Révolution française

est l'un des fondements de la République. »

Il faut répondre à des questions ou relever des défis

Six enseignants de disciplines différentes se sont greffés au projet baptisé « Revolutice » afin d'aborder le travail avec une approche transversale. « On voulait un jeu écologique et économique », indique Arthur Bertrand, du pôle communication. Quant aux règles du jeu, trois équipes – le clergé, la noblesse et le Tiers Etat – doivent s'emparer du trône placé au milieu du plateau. Pour avancer, elles répondent à des questions (« Quel était le vrai nom de Voltaire ? ») ou relèvent des défis leur permettant de gagner des ressources (de l'argent, de la nourriture ou des connaissances). « Pour prendre le pouvoir, il faut des armes et des connaissances. C'est intéressant pédagogiquement », souligne le professeur d'histoire. Pour ce projet,

l'établissement a reçu une dotation de l'académie d'Amiens d'une valeur de 30 000 €, composée de 20 tablettes, 10 portables et d'un grand écran tactile. La classe s'est vue décerner le Trophée de l'innovation pédagogique 2016 pour l'Oise. Il ne reste plus qu'à faire vivre ce jeu. ■



Beauvais. Les lycéens de seconde ont travaillé toute l'année pour concevoir entièrement un jeu de société sur la Révolution française. (LP/F.C.)

par Farida Chadri

Renseignements :
rejoignezlarevolution.over-nlog.com



Prêt pour l'entreprise

Les ceintures du comportement sont un outil de mesure du savoir-être et du comportement des stagiaires pour les entreprises qui les recrutent. Basées sur l'autoévaluation et les règles du savoir-vivre en entreprise, chaque ceinture a son langage, et ne peut être validée si l'étudiant n'a pas respecté les six items de celle-ci. Chaque trimestre, l'élève en alternance se voit décerner ou non cette distinction par un jury composé de professionnels et autres représentants d'entreprises. La classe de baccalauréat professionnel technicien en chaudronnerie industrielle a été la

classe test choisit pour ce projet. « Nous avons choisis cette section car il y avait chez les élèves des problèmes de comportement » explique Eric Segard le directeur du Site Proméo de Billy-Sur-Aisne. « Grâce aux ceintures le changement a été flagrant, que ce soit en entreprise, chez nous, ou dans leur vie de tous les jours. Le résultat est excellent, et d'autres sections de notre établissement aimeraient accéder à ces ceintures. ». Mardi 31 mai, les élèves qui vont passer leurs examens fin juin, se sont vu remettre leur dernière ceinture : La jaune pour Valentin Léveque (CIMS), l'orange pour Nicolas

Beurain (Manufacture carrousel), Alexis Gosset (CMI) et Jordan Souaille (SAIME), et la ceinture noire pour Rémi Dumont (CERIC technologie), Christopher Koncz (CMI) et Kevin Van Acker (Sermig). « La ceinture noire est le grade maximum que les alternates peuvent obtenir, elle signifie qu'ils sont aptes à tuteurer un collaborateur, nous souhaiterions à la prochaine rentrée que les détenteurs de la ceinture noire soient les tuteurs des élèves de seconde en difficulté. » ■



VP12 - RÉNOVATION
URBAINE, LOGEMENT,
INNOVATION NUMÉRIQUE...

Le grand projet de l'écoquartier du Raquet à l'épreuve de la réalité

PAR FRANÇOISE TOURBE
ftourbe@lvoixdunord.fr SIN-
LE-NOBLE. C'est Vincent Campisano
qui a mis les pieds dans le plat lors de
la dernière réunion du conseil muni-
cipal de Sin : « Il se construit quatre-
vingts logements par an, en
moyenne, depuis 2012, dans
l'écoquartier du Raquet. Cela n'a rien
à voir avec le bébé qu'on nous a ven-
du en 2008... », lâche-t-il. Vincent
Campisano faisait en 2008 partie de
la majorité municipale, aux côtés de
Christian Entem. Et il enfonce le
clou : « Il devait y avoir 3500 loge-
ments dans ce quartier à l'horizon
2020. Sin-le-Noble devait dépasser
les 20000habitants dans les vingt
ans. On est loin du compte ! Au
rythme où nous allons, il nous faudra
plus de quarante ans pour y parvenir.
Ce qui me gêne, c'est que la ville s'est

mis sur le dos des emprunts pour
aménager ce quartier et que le résul-
tat n'est pas là... » Christophe Du-
mont, le maire actuel, relativise ce
point de vue. La crise est passée par
là, explique-t-il, avec la frilosité des
banques à prêter aux accédants à la
propriété. L'immobilier est en panne
au niveau national, la problématique
n'est donc pas uniquement locale.
« Mais de toute manière, cela me va
bien, ce développement maîtrisé de
l'écoquartier, assume-t-il. Je préfère
cela à une arrivée massive de popu-
lation. Cela nous donne le temps de
nous adapter. De prévoir les équipe-
ments correspondants. Dans le cas
contraire, nous n'aurions pas pu faire
face aux investissements nécessaires.
Ce rythme raisonnable du développe-
ment du Raquet est une bonne nou-
velle pour les finances de la ville. »

Pour Christophe Dumont, l'ouverture
du centre aquatique à la fin de
l'année sera « un formidable coup de
projecteur » sur le quartier. « Il faut
bien dire que jusque-là, au Raquet,
on voyait surtout des bulldozers en
train de creuser. Cela n'aide pas à se
projeter quand on s'appête à investir
dans un logement pour lequel on va
s'endetter. » Josyane Bridoux, qui
était elle aussi adjointe au maire aux
côtés de Christian Entem en 2008, a
rappelé que le projet avait en fait été
porté par la municipalité précédente.
« Il a évolué vers le raisonnable et
c'est très bien. Nous nous sommes
battus à l'époque, avec Christian En-
tem, pour que soit ajoutée une zone
d'activités économiques avec
l'Écoparc. Nous l'avons obtenue et
nous nous en félicitons. » ■



F. Chéreau : « Partir de la ville existante »

La ville de Douai est moins concernée que celle de Sin-le-Noble puis qu'elle n'accueillera à terme qu'un tiers environ de l'écoquartier du Raquet. C'est néanmoins un dossier important pour le maire de Douai, Frédéric Chéreau. Lui aussi se pose pas mal de questions : « Le promoteur European Homes s'apprête à lancer un programme d'une cinquantaine de logements. La sortie de cette résidence se ferait par la rue Antoine-Mellez, face aux Brasseurs de Gayant. Or, la voie principale du quartier du Raquet sera le chemin des Postes. Nous allons donc nous retrouver avec une rési-

dence un peu coincée, rue Mellez. Peut-être faudrait-il revoir les priorités et développer le quartier à partir de la ville existante? Ce qui m'inquiète, c'est qu'il n'y a plus vraiment quelqu'un en charge du Raquet à la CAD. On est sur de la vente de terrains, mais il n'y a plus de pilotage en tant que tel. J'ai sollicité Christian Poiret, le président, à ce sujet. »

Un rôle d'aménageur pour la CAD

Frédéric Chéreau se félicite toutefois de la création du parc d'activités Éco-

parc : « C'est une première approche du rôle d'aménageur qui doit être aujourd'hui celui de la Communauté d'agglomération du Douaisis. Elle doit croiser les approches du développement économique, de l'habitat, des transports voire du commerce à l'échelle de tout son territoire. Nous évoluons par rapport à la logique ancienne du SMAEZI qui se contentait de gérer des ZAC. » Côté transports en commun, le bus à haut niveau de service du SMTD devrait aborder le Raquet au niveau de la rue des Moines. ■



L'avenue De-Gaulle termine sa mue ; du changement en perspective

PAR VÉRONIQUE BERTIN
vbertain@lavoixdunord.fr
SAINT-SAULVE. Avenue De-Gaulle, les travaux se sont transportés de l'autre côté de la chaussée. Quand ils remontent l'avenue en direction de la ZAC, les conducteurs ont ainsi une idée un peu plus précise de ce qui les attend à partir de la fin du mois de juin, date de la fin des travaux (la place sera terminée dans la foulée mais ça n'aura plus d'incidence sur la circulation). Les trottoirs ont été refaits (le jour de notre visite, ils étaient d'ailleurs maculés de déjections canines). Le stationnement a aussi été revu. Il est longitudinal et parfois en épi. Quand il est de biais, les conducteurs devront rentrer en marche arrière. Question de sécurité. Et de quoi faire plaisir au Saint-Saulvien Alain Legrand, président de l'association Droit au vélo, une piste cyclable digne de ce nom longe désormais la chaussée.

Des rampes d'accès

Les habitants des immeubles de la SA du Hainaut qui bordent l'avenue ont aussi trouvé du changement. Désormais, leurs huit bâtiments et vingt et une entrées sont accessibles aux personnes à mobilité réduite (ou aux parents avec des poussettes) grâce à une rampe. « Notre population est vieillissante. Les marches pouvaient gêner ou entraîner un refus d'attribution », constate Arnaud Marchand, directeur de l'agence SA du Hainaut de la ville. Les locataires ont désormais au pied de leurs barres des bassins pour les eaux pluviales. Car si la ville a décidé de revoir la voirie et l'éclairage, le SIAV (Syndicat intercommunal d'assainissement du Valenciennois) a mis le paquet sur cette avenue avec des techniques de gestion des eaux pluviales tout à fait innovantes. Avec ses bassins mais aussi la noue plantée (un fossé végétalisé) qui prendra place au milieu de l'avenue, les habitants du bas de

l'avenue et notamment la Caisse d'épargne devraient dire adieu aux inondations comme celles vécues l'été dernier encore. Le SIAV et la ville ont voulu miser sur « du qualitatif ». La SA du Hainaut a aussi joué le jeu en dévoyant les eaux des toitures des immeubles. Le chantier a entraîné pas mal de gêne pour les riverains. Entre les difficultés de circulation et la boue, ça n'a pas été la joie. Les élus le concèdent volontiers. Pour les aider à mieux vivre les choses, les habitants étaient en contact direct avec Salvatore Sanno, conseiller municipal délégué et tenu informés par une lettre, « quinze jours avant. Ils savaient ce qui allait changer et du coup, ça n'a pas posé de soucis ». Le marché hebdomadaire a continué de se tenir le mardi. Une fois le chantier terminé, les commerçants disposeront de nouveaux branchements électriques. « Le marché sera désormais aux normes », atteste Yves Dusart, premier adjoint au maire. ■



Des partenariats efficaces

Le SIAV, le Syndicat intercommunal pour l'assainissement dans le Valenciennois, est le maître d'ouvrage sur ce chantier. Les intervenants et les financeurs sont nombreux. « On a fédéré tout le monde pour une requalification globale », témoigne Yves Dusart, premier adjoint au maire de Saint-Saulve : le SIAV pour l'évacuation des eaux, la ville pour la chaussée et les trottoirs, la SA du Hainaut pour l'accès aux immeubles mais aussi les travaux dans les appar-

tements et l'agglomération pour l'installation de colonnes enterrées. Les financeurs de ces multiples chantiers sont encore plus nombreux. Il y a bien sûr ceux cités précédemment mais aussi le conseil régional qui a aidé pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du FEDER (Fonds européen de développement économique et régional) et l'Agence de l'eau (pour le financement de l'assainissement pour le volet eaux pluviales). Pour le FEDER, le chantier rentre dans l'appel à projet « Nature en ville » piloté par

l'Agence de l'eau. À Saint-Saulve, les aménagements réalisés par le SIAV ramènent de la végétalisation (par la noue en milieu de chaussée et les bassins au pied des immeubles) et restaurent ainsi de la biodiversité. Sur cette avenue De-Gaulle, le SIAV compte aussi mettre en place une route de l'eau, un parcours pédagogique en milieu urbain. Il en existe déjà un sur le site du Mont-Houy en milieu plus rural. VÉ. B. ■



VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

Le centre aquatique rouvrira bien le 1er juillet

A lors que les travaux de la piscine touchent à leur fin, la société gérante de l'équipement va profiter du mois de juin pour relooker le hall et changer les casiers. La réception des travaux de la piscine La Calypso, qui fait l'objet de gros travaux depuis six mois, a eu lieu mercredi en présence d'Alain Babaut, président de la communauté de Communes. Des travaux qui ont consisté à casser le carrelage et la chape afin de reprendre l'étanchéité des plages du bassin ludique et de la pataugeoire. « On peut être satisfait, les travaux ont pu se dérouler dans les délais et les utilisateurs pourront retrouver dès le 1er juillet, pour les vacances donc, cet équipement si apprécié » a confié le président. Autour de lui, François Debeugny, vice-président en charge des équipements sportifs de la communauté de communes, Nathalie Blot, responsable du suivi du dossier pour le Val de Somme, et Alain Viguier, maître d'œuvre qui a dirigé et supervisé les

travaux, ont dialogué avec les représentants des entreprises Allouche, pour le carrelage et Erréba pour l'étanchéité. Pendant ce temps, plusieurs employés terminaient les derniers contrôles, s'occupaient des finitions et commençaient le nettoyage.

Cérémonie officielle le 1^{er} juillet

« Conformément au cahier des charges, la société Com.Sports, gérante de l'équipement, va travailler avec son personnel pour le réaménagement du hall d'accueil, la remise en peinture de locaux, le changement des casiers, la vérification des douches et sèche-cheveux et la remise en état du matériel pédagogique » ont expliqué François Debeugny et Nathalie Blot qui ont regardé en détail avec le maître d'œuvre les travaux livrés par les entreprises. Une cérémonie officielle est prévue devant le Centre Aquatique pour sa réouverture le vendredi 1er juillet à

11h30. Et l'ouverture au public se fera à 12 heures. Pour fêter l'événement, une animation « Nocturne Forme » proposera à partir de 16 heures des animations. Au programme de cette soirée : Cours d'aquaforme (aquagym, aquabike...) avec jeux concours et nombreux lots à gagner. Ouverture du nouvel espace sauna et hammam. Renseignements auprès des hôtes à partir du 6 juin ou par téléphone 03 22 96 43 80.

Les horaires d'ouverture cet été

Dès le 1er juillet et jusqu'au 31 août, la piscine sera ouverte au public le lundi et jeudi de 12 à 20 heures, le mardi et vendredi de 12 à 22 heures, le mercredi de 10 à 20 heures, le samedi de 9 à 13 heures et de 14 à 19 heures et, enfin, le dimanche et jours fériés de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. ■



Propriétaire, exploitant : qui fait quoi ?

La Communauté de Communes du Val de Somme est propriétaire de la piscine. C'est à ce titre qu'elle a engagé et financé les travaux d'étanchéité et de carrelage. La Communauté de Communes a confié l'exploitation à la société Com.Sports, dans le cadre d'une délégation de service public. Com.Sports est locataire des lieux et est rémunéré, en partie, par la Communauté de Communes pour faire fonctionner la piscine, selon les missions de service public définies au cahier des charges. ■



CARNET

Hassane Sadok, nouveau capitaine à la barre de l'université du littoral

PAR BENJAMIN CORMIER
dunkerque@lavoixdunord.fr
DUNKERQUE. Vous prenez le relais de Roger Durand à la présidence. Quels changements allez-vous imposer ? « C'est un cheminement naturel, je suis à l'ULCO depuis 1994 (lire ci-dessous) et il ne faut pas s'attendre à des bouleversements avec mon arrivée ! J'étais le vice-président de Roger Durand - que je remercie - et je prends mes fonctions dans un contexte de continuité : l'équipe sortante a signé le contrat avec l'État pour la période 2015-2019. » Quelles sont vos priorités ? « En matière de formation, je souhaite développer la dimension internationale avec le lancement, pour septembre, d'un master en langue anglaise. C'est un manque qui freine la mobilité entrante (NDLR : les étudiants étrangers accueillis à l'ULCO). Un master interna-

tional en énergie est également prévu à Dunkerque. Je plaide aussi pour l'interdisciplinarité en faisant collaborer cinq laboratoires de sciences. Nous continuons la politique des doubles diplômes. Cela se fait déjà avec des universités du Liban et du Canada. » Plus près, la Belgique, dont peu d'étudiants fréquentent l'ULCO... « Nous avons justement décidé de renforcer l'axe transfrontalier en prenant des contacts avec les universités d'Ostende, de Bruges et de Courtrai. Gand suivra. Après les pays francophones, nous poursuivons avec les pays émergents, comme le Vietnam. » L'ULCO est une université de proximité. Comment se démarque-t-elle ? « Nous restons pluridisciplinaires, mais nous appuyons sur l'excellence des territoires. Dunkerque avec l'industrie et l'environnement, Calais avec le

transmanche, Boulogne avec les produits de la mer, etc. Et cela n'est possible que si l'on a de bonnes relations avec les communautés d'agglomération, le pôle métropolitain de la Côte d'Opale (PMCO). C'est le cas. Il nous faut aussi communiquer : qui sait que l'ULCO est en France la quatrième université à offrir le meilleur taux de réussite en fin de première année ? Et la première dans la région ? » Quid des finances ? « Le budget est très contraint ! Avec 81 millions d'euros et pas de hausses des aides à venir, nous devons augmenter nos ressources propres : en augmentant les effectifs de notre école de commerce, en créant une fondation, en développant les contrats de recherche. Les solutions existent. » ■



« Il faut sauver les bourses de thèses ! »

Hassane Sadok lance ce qu'il appelle « un cri d'alarme. Il faut à tout prix que le pôle métropolitain de la Côte d'Opale (PMCO) continue de nous accorder les huit demi-bourses de doctorat que l'on avait jusqu'à présent. » Le nouveau président de l'ULCO craint en effet que l'instance publique ne fasse un trait sur cette aide financière « indispensable ». Une décision qui aurait de lourdes conséquences, selon lui.

« Nous voulons rester une université de plein exercice, c'est-à-dire avec un volet formation et un volet recherche. Actuellement, l'État nous verse six bourses de thèses, la Région et le PMCO huit demi-bourses chacun. S'il n'y a plus de doctorants, il y a aura moins d'inscrits en master, obligatoirement. Ces derniers travaillant pour le territoire, lors de stages, les laboratoires de recherche ne s'appuieront plus sur leurs tra-

vaux. C'est un effet domino qu'il faut éviter absolument. » Hassane Sadok donne des exemples : « En ces temps d'inondations, il serait utile de connaître les effets sur les nappes phréatiques. Seule la recherche permet à un territoire de mieux comprendre ses enjeux et ses problématiques. » ■



Hélène Luisin quitte le Musée

Dans tous les agendas téléphoniques, Hélène Luisin est « Hélène Musée ». Comme si l'établissement tout entier reposait sur ses épaules. Sans mettre de côté, le président Fernand Le Blanc, l'un des plus jeunes Résistants du département, et sa solide équipe à la tête du conseil d'administration de l'association des Amis du Musée, Hélène Luisin a joué un rôle tout particulier au sein de la structure. Elle se destine désormais à la direction de l'Office national des anciens combattants (ONAC) dans l'Aisne, sans remords ni regrets, et sans quitter vraiment le musée dans lequel elle dit s'être tant investie. Entretien. Quand et comment êtes-vous arrivée au musée ? Il y a 11 ans, Fernand Le Blanc m'a proposé le poste car il venait d'obtenir les financements de la Région pour le créer. À l'époque, c'était un emploi solidaire. J'ai accepté parce que je me suis toujours intéressée à la Résistance. Je suis petite-fille de Résistant et mon grand-père nous parlait régulièrement de la seconde guerre mondiale, des actes de résistance, les sabotages. Il nous emmenait souvent, ma sœur et moi, aux commémorations les plus symboliques. Je venais en outre de terminer

une maîtrise d'histoire sur le thème de la Résistance, dans le secteur est de la FFI dans l'Oise. J'avais 27 ans. Fernand Le Blanc Roger Charbonnier m'ont alors fait confiance. Je pense que ce qui a favorisé mon embauche en premier lieu est le fait que je sois petite-fille de Résistant. Aujourd'hui, vous quittez le musée de la Résistance et de la Déportation pour l'ONAC. Même combat ? Oui. Je quitte ce poste parce que l'opportunité s'est présentée. J'occuperai à partir du 1er août le poste de directrice de l'office national des anciens combattants et des victimes de guerre. C'est une promotion pour moi, en termes de responsabilité. C'est une nouvelle aventure. Je quitte un CDI pour un CDD d'un an. Mais je garde un pied dans le musée. Le directeur de l'ONACVG est membre de droit du conseil d'administration du musée. Je vais donc continuer d'assister aux réunions. En revanche, je n'appartiendrai plus à aucune association d'anciens combattants par souci d'équité, alors que c'était le cas jusque-là. Votre bilan, vous en pensez quoi ? Il est positif. Vous voyez le monde aujourd'hui, à l'occasion de l'anniversaire des 30 ans du musée ?

Et bien, ça fait plaisir. On reçoit des visiteurs du Nord de l'Europe, des classes. Je crois que je suis arrivée au Musée au moment où le passage de relais avec la jeune génération devait se faire. On a en effet énormément développé le volet scolaire avec des guides adaptés. Maintenant, le musée a sa place. Auparavant, il l'avait aussi, mais au sein de la communauté des Résistants. J'ai contribué à ouvrir les portes du musée. Le musée, en quelques chiffres, c'est ? Entre 2005 et 2015, ce sont 40 expos, 22 cérémonies et des milliers d'élèves accueillis. En 2005, quand je suis arrivée, il y avait 90 membres. Aujourd'hui, il y en a 250. On a noué de nombreux partenariats avec des associations culturelles. J'ai beaucoup travaillé pour aller rencontrer les gens, ce qui a permis de faire jouer des pièces de théâtre au musée, de faire jouer des concerts, bien sûr toujours sur le thème de la Résistance. C'est un beau thème mais parfois difficile de prime abord. D'où ce travail d'ouverture du musée, depuis que je suis là. Delphine OLIVA avec notre correspondant Pierre Siaux ■



Et la relève ?

« Félicitations pour l'organisation de cette cérémonie. » Les compliments de la fille d'Étienne Dromas, président fondateur du Musée et Résistant, à Hélène Luisin. C'était hier, à quelques heures de la clôture de l'anniversaire des trente ans du musée. Un anniversaire pendant lequel la fille et le petit-fils de Jean Malon, décédé il y a quelques mois et dernier

résistant chaunois, ont remis le drapeau de leur père ou grand-père au Musée. Une cérémonie émouvante et il faut le reconnaître, rondement menée et organisée. Hélène Luisin a fait partie des coulisses aux côtés d'Anne-Bérengère Simbozel, guide-conférencière et de Mandy Boyaval, secrétaire. À qui va-elle céder la place aujourd'hui ? Selon Mme Dro-

mas, vice-présidente, la question ne se pose pas pour l'heure. « Il n'y a pas à avoir de décision pour l'instant. » Hélène Luisin souligne qu'Anne-Bérengère va faire « de l'administratif » avec elle, jusqu'au mois d'août. Un début de réponse sans doute... ■



POLITIQUE RÉGIONALE

Une arme pour protéger Xavier Bertrand

S'agissant d'une collectivité, c'est une dépense pour le moins inhabituelle ; le conseil régional aurait récemment fait l'acquisition d'une arme de poing destinée à Éric Gavoille, chef de cabinet adjoint de Xavier Bertrand, qui assure la protection du président de la région. Xavier Bertrand aurait préféré cette solution à la présence bien moins discrète, lors de chacun de ses déplacements, de membres du SPHP (Service de protection des hautes personnalités) du ministère de l'intérieur. Il semblerait que Xavier Bertrand ait fait l'objet de menaces lors de la campagne des

élections régionales. L'homme qui a été doté de cette arme est non seulement un proche de longue date de Xavier Bertrand, mais également un ex-policier. Il a été dûment autorisé à la porter. La facture d'un montant de 800 euros devrait, semble-t-il, être remboursée par le ministère de l'intérieur. Il est vrai que la solution retenue s'avère beaucoup moins coûteuse que la présence de gardes du corps du SPHP. Contacté, le Front national, unique opposition représentée au sein du conseil régional, a moins trouvé à redire sur le fond que sur la forme : « Je suis parfaitement

navrée que Xavier Bertrand ait été menacé mais à aucun moment il n'en a fait état avant l'achat de cette arme, explique Patricia Chagnon, élue régionale de l'ouest de la Somme. Pour pratiquer moi-même la chasse, je ne comprends d'ailleurs pas comment une collectivité peut acheter une arme... J'ajoute qu'il n'est probablement pas le seul à avoir été menacé depuis cette campagne. Cette affaire témoigne en tout cas de l'opacité qui entoure le fonctionnement de l'exécutif régional. » PH. F. (Courrier picard) ■



« M. Hollande, rendez justice aux régions ! »

ALORS QUE le président de la République multiplie les « cadeaux », huit présidents de région menés par Valérie Pécresse lui écrivent.

Les régions refusent d'être les din-dons de la farce qui se joue actuellement au sommet de l'État. Depuis quatre ans, le gouvernement n'a cessé de demander, au nom du nécessaire redressement des finances publiques, des sacrifices aux collectivités locales. En 2015, ces dernières ont contribué à hauteur de 70 % à l'amélioration du déficit public national.

Mais, depuis quelques semaines, le président de la République a sorti le chéquier de l'État pour soigner certaines catégories de contribuables, dont il a visiblement envie de s'attirer les bonnes grâces en vue de quelque échéance électorale prochaine... Pas une semaine ne passe sans que le gouvernement ne lâche un milliard ici, 2 milliards là, voire plus... Au total, depuis le début de l'année, ce sont plus de 10 milliards d'euros qui ont été ainsi généreusement distribués par M. Hollande.

C'est à bon droit que les maires ont réclamé le desserrement de l'étau financier de l'État. Eux qui se débattent dans des difficultés considérables; eux que la réforme des rythmes scolaires a mis à genoux; eux dont les intempéries mettent en lumière – s'il en était encore besoin – le rôle central dans la vie quotidienne des Français. Le geste qu'ils ont obtenu la semaine dernière n'est que justice.

Mais où est la justice pour les régions? Non seulement les conseils régionaux voient leurs dotations diminuer année après année (moins 1,5 milliard d'euros sur trois ans) mais leurs charges, elles, ne cessent de s'alourdir.

Il est inacceptable que l'État continue de décider seul et sans concertation pour les collectivités qui doivent ensuite en assumer les conséquences. Il en a ainsi été pour la revalorisation des fonctionnaires alors que les régions emploient quelque 83 000 agents de la fonction publique.

Il en est de même pour le transport ferroviaire et la gestion de la SNCF. À ce jour, le gouvernement n'a pas ouvert la discussion avec les régions dans leur ensemble alors même que les enjeux du ferroviaire n'ont jamais été aussi importants. Plus grave, si le gouvernement venait à capituler face à une minorité de cheminots, il affaiblirait considérablement les réseaux de transports régionaux déjà en mal de compétitivité alors que l'ouverture à la concurrence européenne approche à grands pas. Or, il est à craindre que la direction de la SNCF soit obligée de remballer son projet de réorganisation du temps de travail des cheminots, pourtant essentiel pour l'avenir de l'entreprise. Les régions ne peuvent pas éternellement financer les dérives des coûts du système ferroviaire.

Pourtant, jamais nous n'avons eu un rôle aussi important à jouer pour la reprise économique et l'emploi. La loi NOTRe nous a donné en totalité la responsabilité du développement économique des territoires. Les ré-

gions sont aussi en première ligne pour la formation des demandeurs d'emploi, une mission décrétée d'urgence nationale par le président de la République lui-même (l'aurait-il oublié?).

D'autres compétences nous ont été transférées sans que les ressources correspondantes nous soient affectées, comme la maintenance des équipements informatiques des lycées ou la modernisation des Creps (Centres de ressources, d'expertises et de performances sportives) pour former nos sportifs de haut niveau.

Responsables et constructives, les régions, néanmoins, n'en peuvent plus de payer pour tout le monde. Nous réclamons un traitement équitable, au regard de notre poids croissant dans l'organisation territoriale et le développement économique du pays.

Nous sommes des collectivités d'investissements. L'an dernier, les régions ont investi 9,3 milliards d'euros, trois fois plus qu'il y a trente ans. Nous équipons, modernisons et dynamisons les territoires. Nous sommes aux côtés des maires et des populations sinistrées face aux intempéries exceptionnelles que connaissent certaines régions. Et nous répondrons aussi présents lorsqu'il faudra relever l'économie de ces zones ravagées par les inondations.

Nous attendons du président de la République et du gouvernement un réel partage de la décision et un dialogue financier respectueux dans un pays véritablement décentralisé.

Alors, Monsieur Hollande, rendez justice aux régions. ■

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

TRIBUNE SIGNÉE PAR :

- **Valérie Pécresse**, présidente de la région Île-de-France
- **Philippe Richert**, président de la région Grand Est, et président de l'ARF
- **Xavier Bertrand**, président de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie
- **Christian Estrosi**, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- **Hervé Morin**, président de la région Normandie
- **Bruno Retailleau**, président de la région Pays de la Loire
- Didier Robert, président de la région Réunion
- **Laurent Wauquiez**, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes



Le tandem Bocquillet-Damart loupe le grand chelem à cause de Dainville

PAR BENJAMIN DUBRULLE et JULIEN LECHEVESTRIER arras@lavoixdunord.fr arras 1. « Au moins, c'est clair et net. » Quand elle pénètre dans le bureau de vote Marie-Thérèse-Lenoir, peu après 19 heures, Denise Bocquillet enchaîne les bises et martèle cette phrase. De quatre voix il y a un an, l'écart est passé, hier, à... 1493. A priori, il y a peu de chance qu'il y ait un nouveau recours et une nouvelle élection... Seule la commune de Dainville (fief de Françoise Rossignol) ne tombe pas dans l'escarcelle de la droite. À Mont-Saint-Éloi (80%), Neuville-Saint-Vaast (74%) et Marœuil (71%), c'est un plébiscite. Daniel Damart est soulagé. « J'en avais marre d'aller au tribunal administratif. Ce n'est pas dans mes habitudes. Au moins, mainte-

nant, on est légitime pour défendre le canton. Il n'y a plus de suspicion. » Mais le maire de Marœuil relativise cette victoire. « C'est un camouflet pour la classe politique car la participation est faible (29,85%), pour nous aussi car on n'a pas su rassembler, camouflet aussi pour le président du conseil départemental qui a soutenu fortement la liste de gauche et enfin camouflet pour nos adversaires. » Frédéric Leturque et Philippe Rape-neau étaient bien évidemment ravis de ce score. Le président de la CUA se félicitait que son vice-président à la vie économique « puisse continuer à siéger au Département. » Le maire d'Arras rappelait lui « que ce recours était une connerie qui a coûté près de 150000euros aux contribuables. » À gauche, dans le camp adverse, un

autre son de cloche évidemment. Au café de l'Amitié, point de champagne, mais du Perrier. « On savait dès le premier tour que c'était joué d'avance. Il y avait trop d'écart », déclare cette militante. « La leçon c'est qu'on n'a pas réussi à mobiliser notre camp, explique Bertrand Alexandre. De l'autre côté, ils ont carrément municipalisé cette campagne sans jamais parler des compétences du Département. Le maire d'Arras a fait comme s'il était candidat. » Son téléphone portable sonne. « C'est Denise », plaisante le colistier d'Anne Dingreville. « On sera encore dans le paysage politique à la prochaine élection départementale. Denise peut-être pas. Je parle politique. Je lui souhaite une longue vie ! » ■

